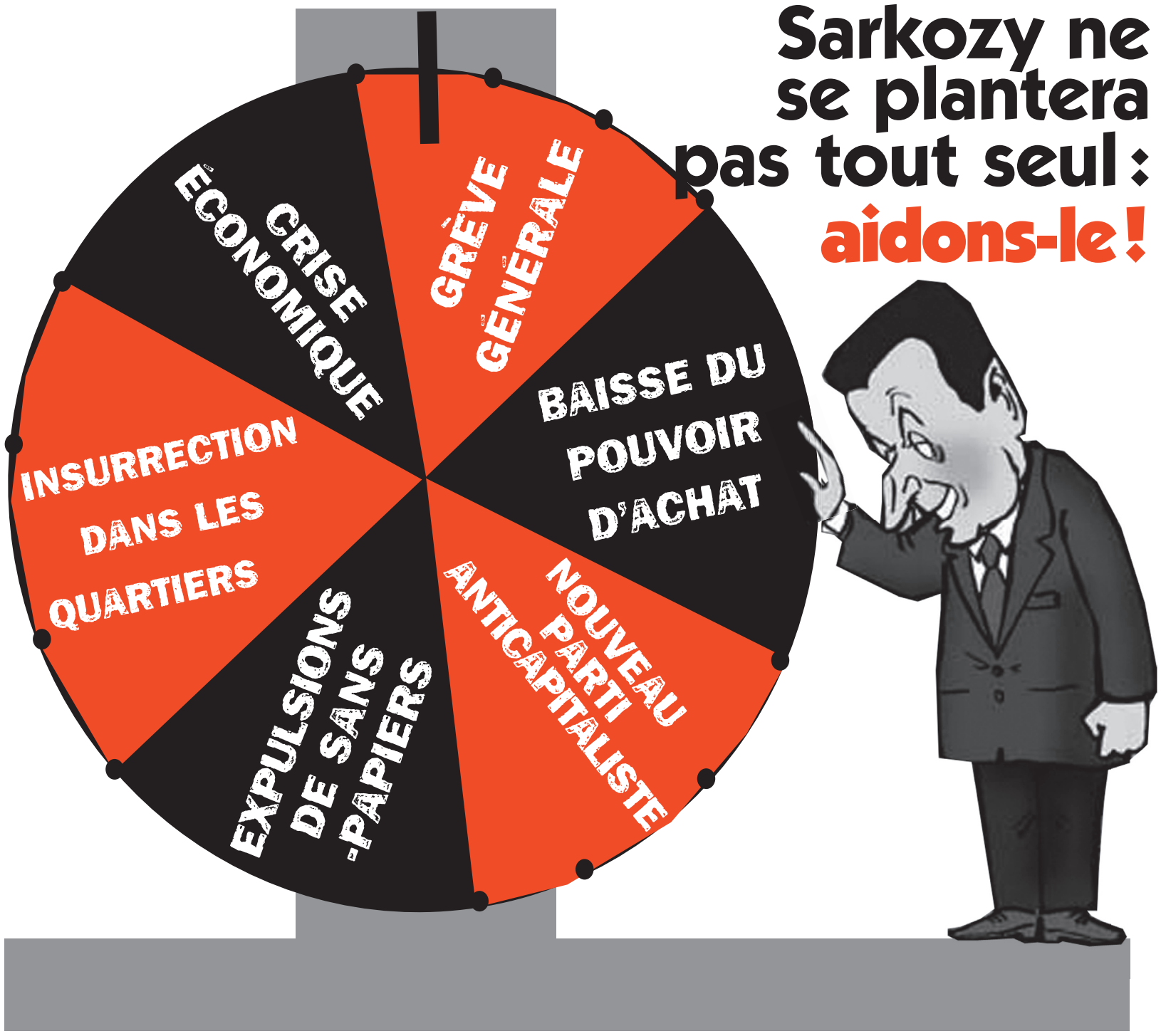
n° 90
révolution
JCR
rouge
démocratie
mars 2008
www.jcr-red.org
Jeunesses communistes révolutionnaires
1€



Sarkozy ne se plantera pas tout seul : aidons-le !

D'où vient la crise économique ?
page 2

Dossier
Chômage, précarité, exploitation
pages 6 et 7

Appel de la LCR à un Nouveau Parti Anticapitaliste
page 8

Histoire
Guerre du Vietnam L'offensive du Têt
page 10

RESISTANCE !

Réunion Nationale des Comités Jeunes pour un Nouveau Parti

Samedi 5 et Dimanche 6 avril à Paris (lieu à préciser)

Pour toute information, nous contacter :
01 48 70 42 30 - 06 73 14 83 45
jcr@jcr-red.org - www.jcr-red.org

D'où vient la crise économique ?

Le système capitaliste repose sur l'interaction non coordonnée de milliers de multinationales et de gouvernements. Un peu comme un vaste réseau routier sans code de la route ni signalisation. Les crises économiques sont donc caractéristiques du capitalisme.

La crise des « subprimes »

Pour faire des profits faciles, des financiers se sont lancés dans des prêts hypothécaires « risqués », destinés aux pauvres, aux précaires, aux insolvables.

Si les emprunts ne pouvaient plus être remboursés, les maisons étaient saisies puis revendues. Ces prêts ont donc encouragé une hausse de l'immobilier.

Les financiers qui prêtaient l'argent allaient emprunter à d'autres, lesquels à leur tour empruntaient ailleurs… À chaque étape, les petites différences de taux d'intérêts ont permis d'engranger facilement des profits énormes. Les grandes banques des deux côtés de l'Atlantique se sont engagées dans ce business, mettant sur pied des structures pour emprunter de l'argent et le prêter ailleurs. Elles ont échangé des « instruments financiers » complexes qui assemblaient des crédits de toutes sortes avec ceux liés aux « subprimes » pour propager les risques.

Mais quand l'économie américaine connut un ralentissement, des millions d'américains incapables de rembourser leurs emprunts ont perdu leur maison.

Les financiers étaient plus préoccupés par leurs profits que par ce qui arrivait aux pauvres. Mais quand le prix des maisons a chuté, leur vente est devenue insuffisante pour rembourser les emprunts des financiers eux-mêmes.

De nombreuses banques dans le monde ont alors fait face à des pertes de dizaines de milliards de dollars une crise bancaire internationale. Mais le pire, c'est que personne ne savait exactement à quel point chaque banque pouvait être affectée, tellement les instruments financiers étaient complexes. Depuis août dernier, toutes les institutions financières du monde craignent donc de se prêter de l'argent, de peur de ne pas en revoir la couleur !

Le rôle du système bancaire

Or le fonctionnement du système bancaire est central pour le capitalisme moderne. Tout business implique de pouvoir acheter certaines choses à crédit et de rembourser après avoir vendu des produits.

Les marchés et les institutions financières ont joué un rôle spécifique ces trente dernières années pour maintenir des taux de profits qui avaient tendance à baisser. Ils aident à coordonner le système, en déplaçant le capital à des endroits où il peut rapporter le plus de profits.

Individuellement, les capitalistes ne peuvent pas savoir où les meilleurs profits peuvent être réalisés. Collectivement, les marchés financiers le peuvent. Combiné à la stagnation des salaires et à l'intensification de l'exploitation au travail, cela a pu aider à maintenir en partie les taux de profits. Mais pour que l'économie capitaliste fonctionne correctement, les richesses créées à travers le monde doivent pouvoir être vendues.

Or, les profits réalisés sur leur dos ont mis à mal la capacité des travailleurs à consommer. Les salaires restant bas pour préserver les profits, la seule manière d'écouler les marchandises produites fut de favoriser l'emprunt à la consommation. C'est devenu central ces dernières années pour absorber le surplus de production. Le risque qu'accroît alors la crise bancaire, c'est l'effondrement de l'emprunt : cela signifie inévitablement la récession.

Gérer la crise ?

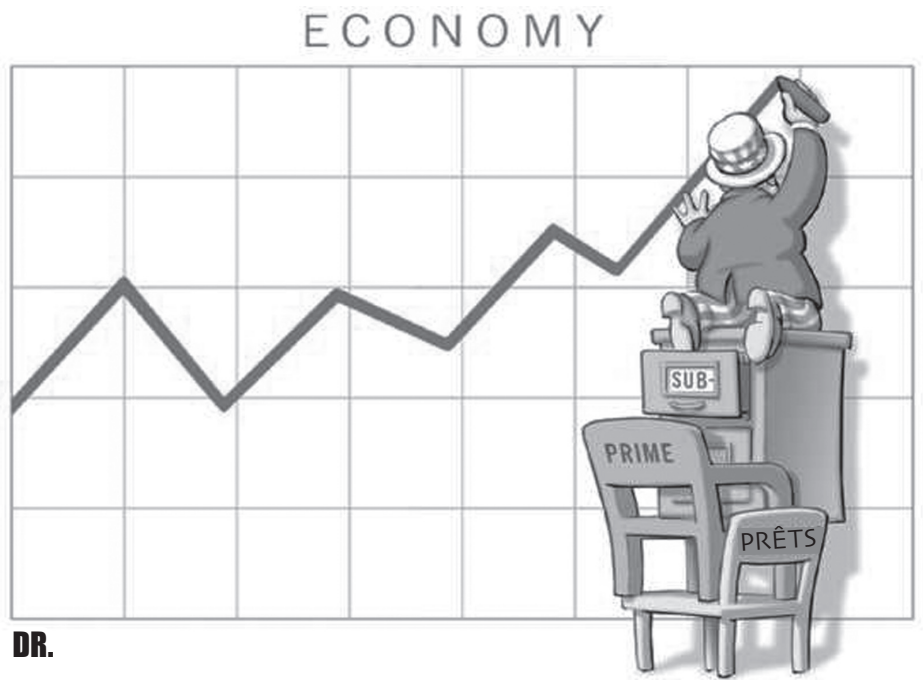
Jusqu'à présent, les réponses des gouvernements et des banques centrales ont été de chercher des moyens pour préserver l'emprunt. Un des moyens pour le faire est de baisser les taux d'intérêt : l'emprunt devient plus attractif et les banques centrales réinjectent de l'argent dans la machine.

Un autre moyen consiste à augmenter l'emprunt gouvernemental : c'est le plan Bush de baisses d'impôts, financé par l'endettement de l'État. Mais baisser les taux d'intérêt risque d'augmenter l'inflation.

L'économie mondiale a connu une croissance relativement rapide ces dernières années. Une plus grosse demande entraîne une hausse des prix de la nourriture, du pétrole, des matières premières en général. C'est l'inflation. Le risque aujourd'hui c'est que baisser les taux d'intérêt pour soutenir la croissance peut contribuer à augmenter les prix sans réussir à stopper le ralentissement économique. C'est la menace de « stagflation », comme dans les années soixante-dix. Elle avait provoqué le retour du chômage de masse.

Malgré ces risques, la Banque Centrale Européenne vient à son tour de se résigner à baisser les taux d intérêts. Ces mesures ne font que différer la crise. En attendant, ce sont les pressions sur le pouvoir d'achat des travailleurs qui vont s'accentuer. La seule manière de gérer la crise pour les capitalistes est d'en faire payer le coût aux travailleurs pour booster les profits… au risque d'entraîner des luttes sur les salaires. Autant de raisons de combattre la folie d'un système dirigé par la recherche du profit !

Cédric, [Censier]



DR.

Lycéens sans-papiers : Non à l'expulsion d'Inès !

Le 15 février, Inès Moussaoui, lycéenne à Gustave Monod à Enghien (95) ainsi que toute sa famille (père, mère et ses 2 sœurs) ont reçu un arrêté d'obligation de quitter le territoire. Dès que la nouvelle s'est répandue, la solidarité et la mobilisation contre son expulsion s'est organisée sur le bahut. Une pétition a été diffusée par des lycéens et une AG sera organisée pour bloquer le lycée dès la rentrée. La FCPE s'est engagée a payé les frais d'avocat d'Inès et sa famille et le vendredi 22 février un rassemblement a eu lieu à la préfecture du Val d'Oise à Cergy. Gageons que la mobilisation des lycéens, des enseignants et des parents d'élèves pourra être en mesure d'empêcher l'expulsion d'Inès et sa famille. À terme c'est un mouvement d'ensemble contre la politique d'expulsion de Sarkozy-Hortefeux, pour exiger la régularisation de tous les sans-papiers, qu'il faudra organiser. Et construire un Parti capable de mener cette bataille nécessairement politique alors que la gauche est aux abonnés absents dans les luttes de soutien aux sans-papiers.

Un quartier « treize » en colère

Mardi 12 février, 400 policiers armés entrent sauvagement dans le foyer de travailleurs immigrés du 13e arrondissement de Paris, prétextant des conditions d'insalubrité et l'existence de « marchands de sommeil » pour arrêter 104 personnes. Suite à leur arrestation, les sans-papiers ont été enfermés dans les locaux de la préfecture.

Le lendemain, un millier de personnes se mobilisent contre la rafle mais aussi contre la chasse aux sans-papiers et la politique d'expulsions de Sarkozy-Hortefeux.

Les sans-papiers arrêtés sont jugés le jeudi 14 où là aussi de nombreuses personnes viennent manifester leur solidarité. Dans la journée les lycées Rodin, Corvisart et Monet débrayent et manifestent devant la Mairie du 13e. Une délégation a été reçue pour exiger de réelles garanties pour la défense des droits des sans-papiers.

Ce début de mouvement s'est par la suite amplifié. Des manifestations se sont succédées. Un millier de personnes le dimanche 17, puis 5000 le samedi 23. On pouvait remarquer le cortège du lycée Rodin constitué d'une trentaine de personnes.

Tout cela n'est qu'un commencement car il faut continuer de lutter pour la régularisation de tous les sans-papiers . Une seule solution : se mobiliser !

Le droit à disposer de son corps, une lutte d'actualité



Depuis les années soixante-dix des luttes ont permis aux femmes d'obtenir des droits importants (contraception, avortement, lois interdisant les discriminations à l'embauche, divorce par consentement mutuel…). On a tendance à croire aujourd'hui que les luttes féministes ne sont plus d'actualité, que tout est déjà gagné, que les féministes sont des hystériques mais ces avancées sont sans cesse menacées et l'on est toujours très loin de l'égalité entre hommes et femmes. Avec Sarkozy au pouvoir, c'est toute la droite ultra-conservatrice qui menace les droits des femmes.

Offensive réactionnaire

Alors qu'elles sont les premières touchées par la précarité, la politique de Sarkozy qui vise à précariser l'ensemble de la classe ouvrière va faire d'elles les premières victimes de toutes les réformes que nous impose le gouvernement. Alors qu'une femme passe en moyenne 5 heures par jour à accomplir des taches domestiques (soit 35 heures non payées), qu'elles subissent des temps partiels imposés, quelle réponse offre le gouvernement à ces femmes quand la seule « solution » qu'il apporte à la stagnation des salaires est l'augmentation du temps de travail ?

C'est également l'IVG, acquis historique du mouvement autonome des femmes qui est menacé. La casse du service public de santé a des conséquences désastreuses sur les conditions d'accueil des femmes désirant interrompre leurs grossesses. En Île de France, entre 1999 et 2005, 50 centres IVG ont fermés et on estime à plus de 2 semaines le délai moyen d'attente. L'IVG risque de devenir une pratique réservée aux plus riches se pratiquant dans les cliniques privés.

Plus récemment, un jugement de la cour de cassation remet en cause le droit à disposer de son corps. La reconnaissance légale du droit à l'état civil du fœtus mort en fausse couche quel que soit son niveau de développement ouvre une brèche pour les anti-IVG. La jurisprudence paraît anodine mais le droit à l'état civil induit que le fœtus est un être humain et, dans ce cas, l'IVG serait considéré comme un acte criminel. Si l'on suit la logique de l'arrêt, un homme pourrait déclarer le fœtus mort au tribunal alors que sa compagne aurait fait le choix d'interrompre sa grossesse.

Tous dans la rue le 8 mars !

Le droit à disposer de son corps n'est pas une question morale mais politique. Il s'agit de le défendre et d'obtenir de nouveaux droits en matière de droit des femmes. Se mobiliser pour le 8 mars est une première étape.

La journée des doits des femmes n'est pas uniquement une journée institutionnalisée pour la femme. Créé à l'issue de la conférence des femmes socialistes à Copenhague en 1910, cette journée représente aussi des moments importants dans l'histoire du mouvement autonome des femmes et du mouvement ouvrier. En 1911, un million de femmes manifestent en Europe. Le 8 mars 1917, des femmes russes manifestent pour le pain et contre la guerre : ce sera le signal de la révolution…

Parce que la révolution ne se fera pas sans les femmes RDV le 8 mars dans la rue !


DR.

Léa, [Nanterre]

Bilan du Collectif National de l'UNEF

Le collectif national s'est tenu les 9 et 10 février derniers. Il a regroupé près de 500 étudiants, mais n'a pas permis de mettre le syndicat en ordre de bataille pour affronter le 2ème semestre.

Tirer les vrais bilans

La direction refuse de tirer les bilans du mouvement contre la LRU. Pour masquer la responsabilité qu'elle porte dans le fait que ce mouvement n'ait pas gagné (refus de mobiliser, aller négocier avec le gouvernement au plus fort de la mobilisation), elle essaie de faire passer cette défaite pour une victoire. Elle met en avant les miettes qu'a lâchées le gouvernement : « garantie » que les frais d'inscription n'augmenteront pas, pas de sélection en M1, 5 milliards d'euros débloqués. Elle dit même qu'avec le mouvement contre la LRU, nous aurions fait reculer le gouvernement et que le rapport de force serait maintenant en faveur des jeunes et des salariés.

Mais ne nous y trompons pas, même si le mouvement du premier semestre a redonné confiance dans notre capacité de lutter, les mauvais coups du gouvernement passent. La Loi sur l'autonomie s'applique. Elle ouvre les universités aux financements privés. Les nouveaux diplômes ouverts ces derniers mois sont des diplômes Conforama, Michelin ou Crédit Mutuel. Le « plan pour la réussite en licence » va encore renforcer la sélection et orienter un plus grand nombre d'étudiants vers des filières professionnalisées. Et même les « avancées » du gouvernement sont sans garantie. L'université de Dauphine vient d'annoncer qu'elle voulait augmenter ses frais d'inscription. Ils pourraient atteindre jusqu'à 3000 euros en master. D'autres sont en train de voter de nouvelles modalités de contrôle de connaissance qui visent à renforcer la sélection, notamment par la mise en place de notes éliminatoires. Et Pécresse vient d'annoncer dans « l'opération campus » la façon dont seraient utilisés les 5 milliards d'euros. Ils seront donnés à seulement 10 universités sélectionnées qui deviendront des pôles d'excellence. C'est officialiser un enseignement à deux vitesses. D'un côté des facs d'élites et de l'autre des facs poubelles.

Une autre orientation est nécessaire !

Refuser de voir que les attaques passent c'est refuser de mener la bataille. Face au gouvernement qui veut détruire l'université, la direction de l'Unef nous propose simplement de gagner les élections étudiantes.

Il est clair que pour repousser ces attaques il faudra des luttes ! Le mouvement LRU nous a prouvé qu'une réelle combativité existait chez les étudiants. Nous devons nous appuyer sur celle-ci pour essayer de mettre en mouvement les facs.

L'opération campus est un projet scandaleux qui doit être combattu. Nous devons chercher à prendre des initiatives sur cette question. Mais nous devons aussi nous battre en partant des problèmes locaux : suppression de filières, notes éliminatoires…

Chercher à déclencher des luttes n'est pas contradictoire avec les élections bien au contraire. Nous devons nous servir des campagnes électorales pour informer largement les étudiants sur les nouveaux projets du gouvernement et sur les conséquences concrètes de l'application de la LRU.

Mathilde, [Nanterre]

édito

Dix mois après l'élection de Sarkozy, les résistances n'ont pas cessé, malgré la multiplication des attaques. Dans les facs avec la LRU, dans les bahuts avec la suppression du BEP, dans les boîtes avec la réforme du contrat de travail. Ces reculs sont passés, mais non sans mal pour Sarkozy, dont la cote de popularité baisse aussi vite que notre pouvoir d'achat !

Quand le système va mal, on cherche des boucs émissaires. Sarkozy et Hortefeux le savent. Les opérations de police spectaculaires, comme à Villiers-le-Bel, sont de bons moyens de diversion. Les rafles de sans-papiers répondent au même besoin. La descente hyper musclée en pleine nuit dans un foyer du 13ème arrondissement à Paris est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : le lendemain, plus de 1 000 personnes étaient dans la rue pour protester, des lycées ont débrayé. D'autres luttes ont lieu, comme au lycée Monod d'Enghien (95), contre l'expulsion d'Inès et de sa famille.

Dans cette atmosphère de luttes et de ras-le-bol, les grèves se multiplient. Les salariés de la grande distribution comme d'autres ont compris qu'arrêter le travail était bien plus efficace contre la classe dominante que tous les bulletins de vote PS. Ils ont compris que pour s'en sortir, il ne faut s'en remettre qu'à nos propres forces.

Dans les mois qui viennent, nous allons devoir suivre la même voie tous ensemble, que nous soyons lycéens, étudiants ou travailleurs, avec ou sans papiers. Partout, il faut prendre l'initiative d'organiser des luttes. Il faut s'organiser collectivement, car comme disait l'autre, « ensemble tout devient possible » !

Pour nos luttes, pour en finir avec ce système en crise perpétuelle, pour une transformation révolutionnaire de la société, nous proposons à tous de créer un nouveau parti anticapitaliste. Des comités jeunes existent ou se créent partout. Ce sont les lieux où se discutent les bases du futur parti et où nous pouvons tous ensemble organiser les luttes au quotidien.

Pour ce nouveau parti, c'est parti !

Élections municipales :

Votez et soutenez les listes LCR !

Les municipales sont, bien sûr, des élections locales. Les maux qui frappent la jeunesse et les travailleurs, le chômage, la précarité, les salaires de misères, l'augmentation des prix, le logement etc., ne dépendent pas de la seule municipalité. Il n'y a pas de solution « locale » à ces problèmes.

Cela ne veut pas dire qu'une municipalité ne sert à rien. Les élus LCR se battront pour toute mesure qui est dans l'intérêt des classes populaires : la construction de logements sociaux, l'ouverture de centres sociaux, de locaux pour les associations et les jeunes, des transports en commun gratuits, des services publics, des aides… Ils seront là pour s´opposer aux mairies de droite comme de gauche qui cherchent à empoisonner un peu plus la vie des classes populaires.

Beaucoup veulent utiliser leur bulletin de vote pour sanctionner le gouvernement. Mais Sarkozy et Fillon l'ont dit : les résultats ne changeront rien à leurs projets politiques. Seules les luttes, les grèves les feront reculer. Et l'on sait que voter PS, ce n'est pas choisir un parti qui se démarque fondamentalement de la politique de la droite. Dans ces élections, on peut affronter Sarkozy tout en se démarquant du PS, en votant pour les listes LCR ou soutenues par elle. Elles existent dans plus de 180 municipalités, dont 36 des 37 villes de plus de 100000 habitants.

Nos élus soutiendront les luttes. Un bon score pour ces listes serait la sanction méritée à Sarkozy. Ce serait également un encouragement pour tous ceux qui approuvent la démarche engagée par la LCR en vue de construire un nouveau parti anticapitaliste pour la jeunesse et les travailleurs.

Axel, [Nanterre]



Non à la suppression du BEP !

Suivant la même politique que ses prédécesseurs, le gouvernement entend bien tout faire pour casser le service public de l'éducation. Maintenant c'est la réforme du Bac Pro qu'il nous sert…

Ce que la réforme impose

Jusqu'ici, le Bac Pro se déroulait sur 4 ans : les élèves obtenaient le BEP à la fin de la deuxième année, puis ils pouvaient poursuivre jusqu'au Bac Pro s'ils le souhaitaient. Ce que Darcos propose, c'est de supprimer le BEP et de faire passer le Bac Pro en 3 ans. Cela est lourd de conséquences.

Les élèves qui s'arrêtaient en cours de route n'accéderont plus au diplôme intermédiaire que représentait le BEP, et iront travailler sans aucune qualification…

De plus, un cycle plus court représente évidemment moins de connaissances, moins d'expérience, donc un diplôme de moindre qualité qui nous rend d'autant plus précaires.

Sans oublier qu'ils ne veulent pas seulement réduire le nombre d'heures mais également les filières : de 69, elles passent à 20

Enfin, les acquis que présentait le BEP en termes de droits se voient également supprimés ; puisqu'il garantissait des salaires minimums dans les conventions collectives, la réforme les remet en cause. Casser le BEP revient à fournir de la main-d'œuvre moins payée, c'est tout bénef pour les patrons !

C'est une autre éducation que nous voulons !

Nous, nous exigeons au contraire un service public de qualité, accessible à tous, égal pour tous, et qui nous garantit des droits fondamentaux. Nous refusons l'école à deux vitesses avec des filières d'élite et des cursus poubelles comme cette loi veut nous l'imposer ; nous défendons l'accès à des filières choisies et non imposées… Nous réclamons enfin plus de profs pour faire face aux classes surchargées.

Depuis le mois de novembre, pour s'opposer à la mise en place de cette réforme des journées d'action ont été organisées, des milliers de lycéens sont descendus dans la rue. Nous devons montrer à Darcos que nous sommes déterminés, et que nous intensifierons la lutte pour obtenir le retrait total de cette réforme qui sert les intérêts du patronat !

Anne, [PRG]

Sommaire

Monde

Répression contre la gauche basque 4
Grèce : remontée du mouvement ouvrier ? 4
Luttes sociales dans l'État espagnol 4
Occupation de l'Irak : 5 ans, ça suffit ! 5
Irak : Discours de Hassan Juma'a 5

Dossier « Chômage, précarité, exploitation »

200 ans de luttes, 200 ans de droits 6
L'analyse marxiste de l'exploitation 6
20 ans de luttes contre la précarité 7
Exploiter plus pour gagner plus 7
Réforme du contrat de travail 7

Nouveau Parti

Appel du Congrès national de la LCR 8
Pour un parti anticapitaliste et militant 8
Bilan des comités jeunes (Bordeaux, Tolbiac) 8
Olivier Besancenot à Toulouse 9
Bilan du Congrès de la LCR 9
Bilan du Congrès sur l'intervention Jeunes 9
Bilan du comité jeunes du Lycée Rodin 9

Histoire

Il y a 40 ans : la guerre du Vietnam 10
« L'offensive du Têt »

Sexualité

Abolissons la prostitution étudiante ! 11

Kultur

Cinéma : *La graine et le mulet* 11
Musique : Time Bomb 11

Der

Interview d'Amaria Gacemi (Carrefour) 12
Rencontres Internationales de Jeunes 12

Victoire des mineurs polonais

Au bout de 46 jours, la plus longue grève en Pologne depuis 1989, les mineurs de Budryk (Silésie) viennent de remporter une victoire. Après avoir occupé le fond de la mine et mené une grève de la faim, le syndicat WZZ, membre de la Confédération août 1980, vient d'obtenir l'augmentation du salaire minimum, une prime de 600 euros pour chaque salarié et la conversion des CDD en CDI. Et ce contre le patronat, le gouvernement et la direction de Solidarnosc, le syndicat « historique ».Quand on dit que la lutte paye!

Allemagne: Victoire partielle des conducteurs de trains

Après un conflit de plus de 9 mois, le plus long depuis 1945, les salariés roulants obtiennent 11 % d'augmentation de salaire (8 % en mars, et encore 3 % en septembre). Une prime de 800 euros sera versée et la durée hebdomadaire de temps de travail passera de 41 à 40 heures sans perte de salaire.

Ces neuf mois de lutte ont permis d'obtenir le double de ce que la direction était prête à céder. La diminution du temps de travail est un signal pour tous les salariés. En Allemagne, depuis des années le temps de travail s'allonge sans que les salaires suivent. Cela permettra aussi sans doute de bloquer les tentatives de privatisations pour le proche avenir.
Tout en saluant ce réel succès, il faut mentionner les points d'ombre: les travailleurs engagés dans le mouvement ont eu peu leur mot à dire sur les choix et orientations de leurs syndicats. Il eut été possible d'obtenir beaucoup plus si le GDL, syndicat des conducteurs, avait accepté d'appeler à la grève illimitée en décembre, quand la combativité et le soutien de l'opinion étaient au plus haut.

Ce succès partiel est un point d'appui important, mais on reste loin des 31 % d'augmentation revendiqués par les cheminots Allemands pour s'aligner sur la moyenne européenne.

Révoltes au Danemark

Le Danemark vient de connaître 8 jours de révolte dans les quartiers populaires.

Elle a démarré suite au passage à tabac d'un vieil homme par des policiers. Elle remet en cause le chômage, l'exclusion, la stigmatisation permanente des sans-papiers et des musulmans et surtout les violences policières.

Suite à l'agression du dessinateur qui avait caricaturé Mahomet, 17 quotidiens ont publié en une les dessins qui avaient fait scandale en 2005. Le gouvernement en a profité pour prétendre que c'était là l'origine des révoltes.

Euskadi :

Répression contre la gauche indépendantiste basque

La répression contre les droits politiques et démocratiques du peuple basque impose un véritable état d'exception.

En 2003, Batasuna, le principal parti de la Gauche Abertzale (la gauche indépendantiste basque), est interdit, avec de nombreuses autres organisations.

L'argument est qu'ils feraient partie d'ETA (organisation considérée comme terroriste), argument critiqué par de nombreux juristes. Une grande partie des Basques ne peut plus exercer de droits démocratiques: se réunir, manifester, se présenter aux élections. 15 % de la population Basque (le score de Batasuna aux dernières élections avant son interdiction) se retrouvent sans expression politique.



La situation empire...

Depuis 2003, deux partis ont rempli l'espace laissé vacant par Batasuna:

-L'ANV (Accion Nacionalista Vasca), ancien parti nationaliste fondé dans les années trente, qui avait dans ses statuts l'opposition à la violence

-l'EHAK (Parti Communiste des Terres Basques), petit parti représenté au Parlement Basque depuis 2005, après avoir accepté de défendre les principes de Batasuna et lui avoir ainsi servi de couverture politique.

Le juge Baltasar Garzon (membre de l'Audiencia Nacional, tribunal suprême espagnol) a invalidé 133 listes ANV aux municipales, qui comportaient des membres qui avaient été sur une liste de Batasuna auparavant. On peut donc perdre le droit de se présenter, sans jugement! L'ANV a malgré tout fait 6,77 %.

Interdiction de ANV et EHAK

En pleine campagne pour les élections générales du 9 mars, la droite a commencé à faire pression pour que l'ANV et l'EHAK soient interdites. Le problème est qu'il était impossible de prouver un quelconque lien avec ETA (argument déjà douteux en ce qui concerne Batasuna). Les organisations ont donc été interdites car « sur le point de devenir des terroristes liés à ETA »!

Le gouvernement espagnol nie le caractère politique du mouvement basque. Il ne s'agirait que de terrorisme. D'où la répression des manifestations, la fermeture des centres sociaux et des tavernes indépendantistes (les Gaztetxes), l'interdiction de journaux en langue basque, des organisations, la dispersion des prisonniers et l'emploi de la torture.

Les résistances

La résistance n'a pas tardé à s'organiser: le 9 février, une manifestation interdite a réunie 10000 personnes dans les rues de Bilbao.

Le jeudi 14, une grève générale a été appelée par le syndicat nationaliste LAB, suivie par 60000 personnes, malgré son caractère illégal et l'opposition des principales confédérations espagnoles.

Yoann et ***Alex***, [Nanterre]

Luttes sociales dans l'État Espagnol!

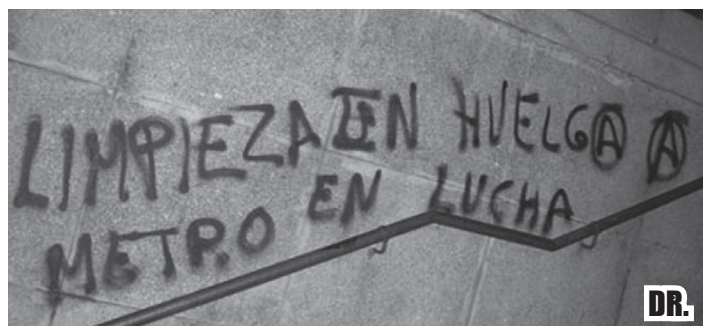
Zapatero est au pouvoir depuis 2004. Sa politique est libérale: privatisations, cadeaux aux patrons, loi de précarisation du travail… Mal compensée par quelques mesures progressistes, comme une loi sur les violences faites aux femmes, le mariage et l'adoption pour les homos ou le retrait des troupes d'Irak… Qui ont affaibli les mouvements sociaux, alors que des revendications existent toujours.

À l'approche des élections, la période d'apaisement des luttes semble terminée.

Grève dans le métro de Madrid

Du 17 décembre au 9 janvier, les employés de ménage du métro de Madrid ont été en grève pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. Trois semaines sans nettoyage dans le métro, cela touche du monde. Le mouvement s'est achevé par une victoire partielle.

Grève des conducteurs de bus à Barcelone



Depuis Noël, les conducteurs de bus de la TMB (Transportes Metropolitanos de Barcelona) mènent une lutte offensive pour exiger deux jours de repos hebdomadaires. La grève est menée par la CGT (syndicaliste révolutionnaire). Le 9 février une manif de soutien a rassemblé 5000 personnes.

Les travailleurs menacent d'une grève illimitée pendant la campagne électorale.

Mouvement des travailleurs de l'éducation en Catalogne

Le 14 février, une journée de grève et une manifestation historiques ont eu lieu en Catalogne. 90 % des travailleurs de l'éducation ont fait grève, et 60000 personnes ont défilé à Barcelone contre l'ouverture de l'éducation publique (des crèches jusqu'aux lycées) aux fondations privées.

Le syndicat catalan USTEC, majoritaire chez les enseignants de la région, menace de mener d'autres grèves si la loi n'est pas abrogée.

Autres luttes

Pour comprendre le contexte, il faut ajouter une grève de la faim de trois ouvriers dans une usine SEAT, où en 2005, 660 travailleurs ont été licenciés… Mais aussi des mouvements (essentiellement dans la jeunesse) sur le logement… Ou encore une campagne de défense de l'avortement contre les attaques de l'Église.

À quelques semaines des élections, il n'est pas certain que Zapatero garde le pouvoir, discrédité qu'il est et face à une droite à l'offensive. Seules les luttes des travailleurs de l'État Espagnol sont en capacité de représenter une alternative!

Yoann et ***Alex***, [Nanterre]

Grèce

Remontée du mouvement ouvrier?

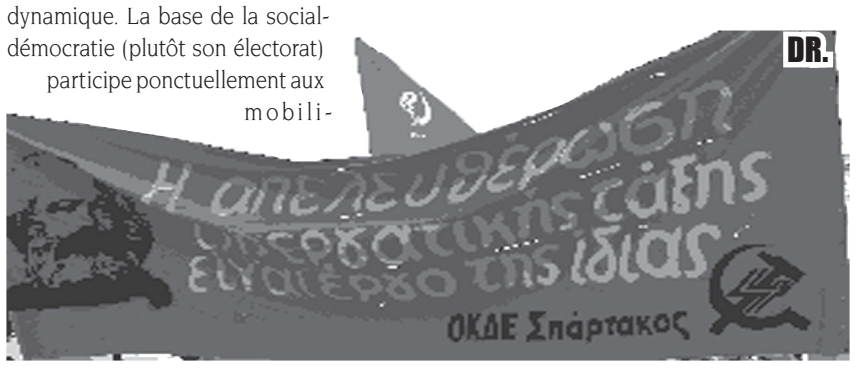
Le 12 décembre et le 13 février, les confédérations syndicales des fonctionnaires et des travailleurs du secteur privé en Grèce ont organisé deux grèves générales. Les revendications centrales concernaient la reforme du système de sécurité sociale. Afin de surmonter les problèmes financiers des caisses d'assurance (dues au fait que depuis longtemps une grande partie du patronat refuse de payer sa part des cotisations), le gouvernement envisage l'unification de toutes les caisses. Avec comme but la création d'une grande caisse d'assurance qui va égaliser vers le bas l'ensemble du système de sécurité sociale. De plus, le gouvernement essaye d'intervenir directement sur les caisses d'assurance et incite les bureaucraties syndicales vers une tactique 'd'investissement' de l'argent des travailleurs (à la bourse par exemple). La logique de la concurrence et du marché ne s'arrête nulle part, et le néolibéralisme semble ne pas avoir de limite dans ses attaques!

Une pression de la base

Sous la pression du mécontentement généralisé qui domine dans la société grecque, les bureaucraties syndicales ont été forcées d'appeler à ces deux grèves générales. Les grèves, ainsi que les manifestations qui ont été organisées, ont eu un succès énorme. Avec la quasi-totalité des fonctionnaires et des travailleurs du privé en grève, on a vu une des plus énormes manifestations des dernières années.

À cela s'ajoutent de nombreuses mobilisations locales de secteurs des travailleurs, avec un haut degré d'affrontement avec le patronat et la police (travailleurs des ports…). Il est donc possible qu'on assiste aux premiers signes d'une remontée des luttes sociales et ouvrières en Grèce, après la mobilisation énorme des étudiants pendant les deux dernières années.

La gauche ne reste pas en dehors de cette dynamique. La base de la social-démocratie (plutôt son électorat) participe ponctuellement aux mobilisations. Les deux grands partis de la gauche réformiste, le PC Grec et surtout Synaspismos, montent dans les sondages. Même si le PC est extrêmement sectaire et refuse la tactique du Front Unique, et que Synaspismos n'a pas de vraies racines dans le mouvement ouvrier et joue même parfois un rôle de coopération avec les bureaucraties syndicales de la social-démocratie.



Du côté des anticapitalistes

La gauche anticapitaliste, avec ses forces non négligeables mais dispersées, essaye d'intervenir dans le mouvement et d'organiser les mobilisations à la base, des assemblées générales… Son passé majoritairement stalinien, maoïste et (en tout cas) très sectaire, pèse encore sur sa tactique. Mais, petit à petit, elle semble avoir commencé à comprendre que la riposte contre le néolibéralisme ne peut se construire que de manière unitaire. Son problème majeur reste l'absence d'un cadre politique unitaire (une alliance des forces anticapitalistes au niveau politique, un parti anticapitaliste…), ce qui la rend incapable d'exprimer le mécontentement dominant et la rage sociale au niveau politique.

Les bureaucraties syndicales n'ont apparemment pas l'intention de construire un mouvement unitaire de masse, qui se confrontera avec les politiques néolibérales, les réformistes non plus. Seule une réponse unitaire, claire, en rupture totale avec le libéralisme et ses institutions sera capable de donner une perspective de lutte au mouvement ouvrier, qui a subi de nombreuses défaites et trahisons pendant les dernières années. Espérons que la gauche anticapitaliste trouvera son chemin le plus tôt possible…

Kostas et ***Andreas***, [OKDE Spartakos]

Occupation de l'Irak :

Cinq ans, ça suffit !

Le 18 mars sera le cinquième anniversaire de l'invasion de l'Irak. Quelques semaines après l'invasion, Bush expliquait que le but était atteint, que les opérations militaires pouvaient cesser. Cinq ans plus tard, la guerre en Irak est un échec. Le Moyen-Orient est un endroit bien plus dangereux qu'avant l'invasion. 600 000 à 900 000 civils sont morts à cause de la guerre. Autour de quatre millions d'Irakiens se sont déplacés ou exilés (la plus grave crise migratoire depuis l'exode palestinien en 1948). L'approvisionnement des ménages en électricité et en eau est bien plus maigre qu'avant l'occupation (seulement quelques heures par jour), le chômage s'élève à 40 % et l'inflation atteint 50 %. Enfin, 54 % des Irakiens vivent avec moins de 90 centimes d'euro par jour.

Une guerre impopulaire depuis le début

La guerre en Irak n'a jamais été populaire, ni au Moyen-Orient ni en Occident. Les mois qui ont précédé le 18 mars 2003 ont vu une mobilisation historique. Un million de personnes dans les rues de Florence lors du forum social européen en 2002, 20 millions de personnes de par le monde le 15 février 2003, dans ce qui fut la manifestation internationale la plus massive de l'histoire.

Dans nombre de pays européens, elle a tôt ou tard scellé le sort politique des gouvernements qui y ont participé : Berlusconi a perdu les élections en 2005, tout comme d'Aznar en 2004 (le nouveau gouvernement s'est vu contraint de retirer les troupes espagnoles d'Irak). Le gouvernement de Tony Blair a été paralysé par les mobilisations géantes et régulières contre la participation britannique. Il a été contraint de démissionner en 2007 au profit de Gordon Brown, surtout parce que le Parti Travailliste avait besoin de rétablir sa légitimité. Quant au grand chef de la guerre sans limite, George W. Bush, il finit son mandat comme le président le plus impopulaire de l'histoire américaine.


DR.

L'opposition contre la guerre ne se manifeste pas seulement par l'impopularité des gouvernements et les manifestations de rue. Dans les sondages, non seulement la guerre est jugée mauvaise, mais la revendication de retrait immédiat des troupes d'occupation est majoritaire. Dès 2006, 72 % des soldats américains stationnés en Irak pensaient que leur retrait devait intervenir au bout d'un an. Pour 29 %, il devait intervenir immédiatement. La revendication de retrait immédiat des troupes est très majoritaire en Grande-Bretagne, où trois quarts de la population veulent la fin de la participation.

Résistance sans limite

L'occupation de l'Irak est aussi un échec en raison de la résistance menée par le peuple irakien. Elle est dirigée contre les troupes d'occupation et non identifiable aux violences interconfessionnelles. L'armée américaine a répertorié en 2007 près de quatre milles attaques par mois contre les forces d'occupation.

La résistance n'est évidemment pas qu'armée. Les travailleurs du pétrole du sud de l'Irak ont mené trois grandes grèves depuis le début de l'occupation, la plus récente ayant eu lieu en juin dernier contre le projet de privatisation du pétrole (cf. RED 81). Leur lutte s'inscrit entièrement dans le cadre de la libération de l'Irak (voir intervention de Hassan Juma'a ci-dessous).

Quelques mois après la prise de Bagdad, dans un sondage, seuls 2 % des Irakiens pensaient que l'occupation améliorait la situation (seulement 4,4 % du budget de l'État irakien est consacré à la reconstruction du pays). On peut difficilement affirmer, comme les médias occidentaux, que les seuls qui résistent sont des anciens supporteurs de Saddam Hussein ou les réseaux liés à Al-Qaida. C'est le peuple irakien dans son ensemble. Ce combat est légitime et nous devons le soutenir.

Les risques de nouvelles guerres

La guerre en Irak s'inscrit dans le cadre d'une politique d'ensemble des US pour le Moyen-Orient. Le but est le contrôle de la production pétrolière de la région et de sa distribution mondiale. Cela passe par l'asservissement de tous les régimes. C'est pourquoi ils veulent maintenant attaquer l'Iran.

Les États-Unis ont désormais un nouveau meilleur ami, Sarkozy qui a fait dire à son ministre Kouchner qu'il fallait se préparer à la guerre. Il vient d'annoncer la construction d'une base militaire française à Abou Dhabi, juste en face de l'Iran, et le renforcement de la présence militaire française en Afghanistan. Autant de signes que la France prend sa place dans l'alliance sacrée des US… Et qu'il faut combattre avec encore plus de fermeté la guerre sans limite de Bush !

Christakis, [Censier]

La guerre en Irak en chiffres

4,4 % – La part du budget irakien qui est investie dans la reconstruction du pays

12 000 – Le nombre des 34 000 médecins irakiens qui se sont exilés

54 % – La proportion de la population irakienne vivant avec moins de 90 centimes par jour

75 % – La proportion des enfants irakiens qui ne peuvent aller à l'école

4 millions – Le nombre des réfugiés irakiens

40 % – Le taux de chômage en Irak ; l'inflation est à 50 %

77 % – La proportion des Irakiens ayant été affectés par les bombardements ou les attaques à la roquette

60 000 – La moyenne d'Irakiens qui se sont déplacés durant 2007

75 % – La proportion des Irakiens dont un proche a été tué ou assassiné

26 000 – Le nombre de prisonniers irakiens détenus par les US ; le gouvernement irakien en détient 24 000

100 – Le nombre de personnes soupçonnées d'insurrection qu'arrête l'armée américaine quotidiennement

500 milliards de $ – L'argent dépensé par le gouvernement américain pour la guerre et l'occupation de l'Irak

Hassan Juma'a, président du Syndicat des travailleurs du pétrole de Bassora

Extraits de son intervention à la conférence World against War, organisée début décembre à Londres par la « Stop the War Coalition ».

Après l'occupation, nous avons vu l'émergence de nombreux nouveaux partis et forces politiques. Tous manquent de stratégie et de vision claire sur à la manière dont il faut gouverner l'Irak. C'est pourquoi les Américains ont été encouragés et ont pu mettre en place leurs politiques. Les piliers sur lesquels repose le Conseil de Gouvernance de l'Irak que Bremer (1) a institué suivaient un raisonnement confessionnel. Les US veulent que ce statu quo se maintienne en Irak parce que la situation de chaos politique leur permettra de rester plus longtemps.

Ce qui caractérise la situation des partis politiques est qu'ils se bagarrent pour défendre chacun leur intérêt confessionnel et sectoriel, pour arracher chacun une petite part du gâteau. Ils avaient comme tâche de reconstruire l'Irak, mais ils n'en sont pas capables aujourd'hui.

La situation dans les rues et concernant la vie des Irakiens ordinaires ne s'est pas améliorée non plus. Ce qui intéresse quasi exclusivement les Américains est le pétrole. Puisqu'ils n'ont pas pu obtenir la mise à exécution de la loi concernant le pétrole (2), ils essaient de trouver d'autres moyens pour atteindre leurs objectifs.

En septembre dernier, ils s'apprêtaient à annoncer les succès de la stratégie du « surge » (3) et l'adoption par le cabinet irakien de la loi concernant le pétrole. Mais cela n'a pas eu lieu. Par conséquent, les US essaient de passer des accords avec le gouvernement irakien pour lui faire admettre leur politique. Cela se fera avec son consentement mais sans celui du peuple. Les Américains diront par la suite que ce gouvernement est légitime puisqu'il est issu des urnes. Ils pourront dire que c'est une victoire pour eux obtenue grâce à l'occupation et ainsi présenter leur présence en Irak comme un triomphe.

Mais les obstacles sont toujours là, notamment en raison de l'opposition à la loi, de la situation de la sécurité du pays, du rejet de la loi de la part du peuple irakien et du rôle du Syndicat des travailleurs du pétrole qui s'oppose à cette loi. Les richesses de l'Irak appartiennent au peuple, l'argent généré par les activités pétrolières doit être mis à son service ! La participation de notre syndicat dans la campagne nationale contre les tentatives de privatisation du pétrole irakien est fondamentale pour nous.


DR.

Croyez-moi, les violences interconfessionnelles que vous connaissez en Irak aujourd'hui sont totalement nouvelles. Jamais de ma vie, et j'ai 54 ans, je n'ai fait l'expérience de ce type de violences en Irak. Un exemple que je peux vous fournir pour vous prouver que le peuple irakien est uni, c'est que moi-même je suis chiite et ma femme sunnite. Selon la propagande occidentale, j'aurais dû divorcer. Lorsque l'on me demande ma religion, je dis que je suis musulman. La société irakienne a de la chance parce qu'elle est très diverse. La diversité ne concerne pas simplement les différentes confessions musulmanes. Il y a aussi des Chrétiens et d'autres religions. À Bassora, beaucoup de Chrétiens vivent dans les quartiers pauvres de la ville avec des Chiites et des Sunnites. Ce sont les Américains qui essaient de nous diviser. En 2003, personne ne parlait des divisions interconfessionnelles en Irak.

Traduit de l'anglais par Christakis, [Censier]

(1) : diplomate américain, directeur de la reconstruction et de l'assistance humanitaire en Irak
(2) : rendant son exploitation possible par les compagnies étrangères et prévoyant la répartition équitable des revenus pétroliers entre les diverses communautés
(3) : Stratégie de Bush concernant une baisse du nombre de soldats en Irak

Dossier

Chômage, précar



200 ans de luttes, 200 ans de droits

La notion de question sociale apparaît au XIX[e] siècle. Il s'agit des problèmes sociaux liés au développement de la société industrielle. La précarité est alors la règle. Pour les marxistes, entre autres, la misère ouvrière est le produit du fonctionnement du système capitaliste. Pour les représentants de la bourgeoisie, les causes sont la paresse, l'alcoolisme, les « mœurs dépravées ». Cette opposition entre tenants de la responsabilité collective ou individuelle est encore d'actualité. Pour répondre au problème du pouvoir d'achat, Sarkozy préconise que « ceux qui le veulent travaillent plus ». L'extrême gauche, au contraire, défend la lutte collective pour l'augmentation des salaires.

La fausse égalité républicaine

Avec la révolution française, c'est l'individualisme qui devient la norme. Les décrets Allarde, en 1791 proclament la « liberté du travail » : « chaque homme est libre de travailler là où il le désire et chaque employeur est libre d'embaucher qui lui plaît, grâce à la conclusion d'un contrat dont le contenu est librement déterminé par les intéressés. » La même année, la loi Le Chapelier interdit les corporations, les coalitions et associations ouvrières. Dans la vision libérale, les rapports sont individuels. Le patron et l'ouvrier sont des citoyens égaux.

Le « Contrat de louage » est défini par une relation « égalitaire » entre employeur et salarié. Celle-ci est illusoire, car le patron a le pouvoir d'organiser le travail, d'user de son autorité contre un ouvrier désobéissant, de le priver de salaire, donc de moyen de vivre. Mais elle sera considérée comme normale pendant 150 ans. En 1906, dans l'article 7 du règlement intérieur des usines Renault, on lit que « les ouvriers pourront quitter la maison une heure après en avoir prévenu le contremaître » et, réciproquement, le contremaître peut prévenir un ouvrier de son licenciement sans indemnité une heure avant…



Les premières avancées et les derniers reculs

Les premiers éléments de protection de l'emploi apparaissent dans les années 1950. Le CDI à temps plein devient progressivement la norme. En 1958 est établi le préavis avant licenciement. En 1967 apparaissent les indemnités. En 1973, suite à mai 1968 et aux très nombreuses luttes ouvrières, le licenciement doit reposer sur une « cause réelle et sérieuse. » Ce n'est plus au travailleur d'apporter la preuve du caractère infondé de son licenciement, mais à l'employeur. Dorénavant, l'État reconnaît la relation de subordination entre les deux.

Le CNE et le CPE en 2005 et 2006 instauraient la possibilité de rompre le contrat sans raison valable. Et la séparation « à l'amiable » qui vient de passer constitue un recul historique extrême !

Une autre avancée historique est la création de la Sécurité sociale, puis de l'UNEDIC, l'assurance maladie. Il aura fallu des dizaines d'années de luttes et d'organisation de la classe ouvrière pour que soit reconnu le droit à avoir un revenu quand on ne peut travailler (pour cause d'accident, de maladie, de vieillesse, de grossesse ou de chômage). La Sécu est mise en place après la seconde guerre mondiale, en 1945. Il faut attendre 1958 pour que toute la population y ait accès.

Dans les années d'après-guerre, la classe ouvrière est très combative et la croissance économique est forte. La classe dominante est obligée de lâcher des droits et elle en a les moyens. Depuis les années 1980, l'inverse se produit. Que le gouvernement soit de droite ou de « gauche », les reculs s'accumulent. Les contrats précaires se multiplient, les bas salaires aussi. Le chômage de masse fait accepter des conditions de travail de plus en plus pénibles.

Imposer notre logique

Face aux reculs historiques, il faut résister. C est ce que font les millions de travailleurs licenciés ou soumis à la précarité. Mais il faut aussi porter des revendications pour de nouveaux droits : l'interdiction des licenciements, la disparition des contrats précaires, le SMIC à 150 euros net et 300 euros d'augmentation pour tous, la baisse du temps de travail et l'embauche des travailleurs privés d'emploi… Opposer à Sarkozy un autre modèle de société : « Travailler moins et mieux pour travailler tous ! » Tout cela ne s'obtiendra que par l'organisation et la lutte. Tout cela s'oppose à la logique du système capitaliste… Alors détruisons-le !

Molinier, [Argenteuil] et ***JB***, [Nanterre]

L'analyse marxiste de l'exploitation : toujours d'actualité !

Depuis plus de 150 ans, les marxistes (débutants ou confirmés) s'emparent de la « théorie de l'exploitation » pour saisir l'articulation des systèmes politiques et économiques. Les œuvres de Marx témoignent de la difficulté de conceptualiser de manière globale la société capitaliste (même pour un « *théoricien militant du mouvement ouvrier* » !). Cette difficulté provient essentiellement de la nécessité pour les classes dominantes de nous maintenir le plus éloignés possible des capacités d'analyse et donc d'action sur le capitalisme. Il est clairement plus confortable pour elles que les travailleurs débattent de la personnalité présidentielle plutôt que du fonctionnement du système.



Le capitalisme, c'est l'exploitation et l'aliénation

Il n' y a pas d'indépendance entre la politique et l'économie. Ces domaines se répondent et poursuivent les mêmes finalités. Les choix politiques génèrent des choix de gestions économiques qui, à leur tour, ont des conséquences politiques. Par exemple le désir de maintenir une classe dominante amène à augmenter les profits et donc à baisser les salaires. Tout comme le désir de survivre à se faire monnaie d'échange. **Le capitalisme organise et légitime les rapports de domination.**

Par définition, le capitalisme est l'accumulation de capital. Capital constitué des profits, produits grâce à la plus-value faite sur les marchandises. Cette plus-value augmente si le coût de production diminue, or, la valeur marchande de matières premières est quasi fixe. Ainsi la baisse des rémunérations faites aux travailleurs devient condition sine qua none du profit. Les capitalistes mettent donc en concurrence les travailleurs, en s'assurant du besoin constant des travailleurs de vendre leur force de travail, et en utilisant la menace du chômage pour leur faire accepter n'importe quoi. **Le chômage et le système de consommation sont des caractéristiques du capitalisme.**

C'est parce que la consommation devient notre raison d'être que la classe opprimée légitime les rapports de domination instaurés par le capitalisme. Monnayer notre force de travail - même à bas prix - devient le seul moyen d'exister. De plus, la propagande idéologique du capitalisme institue la concurrence comme nature humaine, laisse croire qu'il faut des perdants, colle au rêve américain du mérite… assimile ainsi l'humain à une marchandise ; l'être humain serait une chose dont on peut tirer profit au même titre qu'une montre en or qui brille. ..



Nos vies valent plus que leurs profits !

L'analyse de Marx a peut-être 150 ans mais elle permet toujours de saisir les enjeux de « l'économie politique » ; **le capitalisme conserve comme base l'exploitation du travailleur**. En 2007, 77 % des PDG du CAC 40 ont vu leurs revenus augmenter de 40 % ; alors que les restrictions demandées aux travailleurs sont de plus en plus importantes et que leur pouvoir d'achat progresse rarement de plus de 1 % par an . 6 millions de personnes vivent sur les minima sociaux alloués à 3,5 millions. 9 % de la population est au chômage… Le patronat s'évertue à précariser les travailleurs… **la lutte de classes est d'actualité** .

Si notre organisation politique clame que *nos vies valent plus que leurs profits* c'est que ceux qui produisent les richesses n'en profitent pas. Être anticapitaliste c'est contester un fonctionnement collectif basé sur la domination d'une partie de la société. Renverser le système c'est construire ensemble une société sans exploitation ni oppression. Les jeunes sont d'autant plus concernés par cette question qu'ils sont souvent soumis à d'autres dominations, précaires, victimes de nouvelles formes d'embauches, futures victimes de la refonte du code du travail…

Alice, [Toulouse]

ité, exploitation

20 ans de lutte contre la précarité

Les premières organisations de chômeurs et précaires ont vu le jour dans les années quatre-vingt pour réclamer une augmentation du RMI au niveau du SMIC.

La première lutte d'ampleur contre la précarité s'est déroulée en 1994 contre le CIP qui voulait déjà, généraliser les contrats précaires pour les jeunes entrant sur le marché du travail.

En 1997, a eu lieu la marche des chômeurs, premier mouvement massif de chômeurs d'où sont nées les organisations telles qu'AC ! (Agir contre le Chômage) lié aux syndicats SUD ou l'APEIS lié à la CGT.

Depuis, dans les boîtes, de nombreuses luttes emblématiques de précaires ont éclaté :

- deux grèves l'une de quatre mois, la seconde d'un an, des salariés du Mc Do de Strasbourg-Saint-Denis à Paris en 2001-2002 et 2003-2004, pour protester contre le licenciement de cinq candidats aux élections pour la première, contre le licenciement d'un délégué syndical pour la seconde. Mais les deux grèves, soutenues par un comité de soutien très large, ont également posé le problème des conditions de travail et des salaires. Elles ont été victorieuses.

- Grève d'un an, de 2002 à 2003, des femmes de ménage d'Arcade, sous-traitant du groupe hôtelier Accor, contre les cadences infernales et le non-paiement des heures travaillées. Là aussi, victoire finale.

- Grèves à Pizza Hut, d'un mois chaque fois, à trois reprises de 2001 à 2006, pour demander des primes et augmentations de salaires et pour protester contre le passage en franchise des magasins et restaurants.

- Grèves chez MaxiLivres, à deux reprises, pour demander des augmentations et l'accès à l'eau et aux toilettes.

- Grève d'un mois de la FNAC Champs-Élysées en février 2002 pour demander un rattrapage salarial, victorieuse.

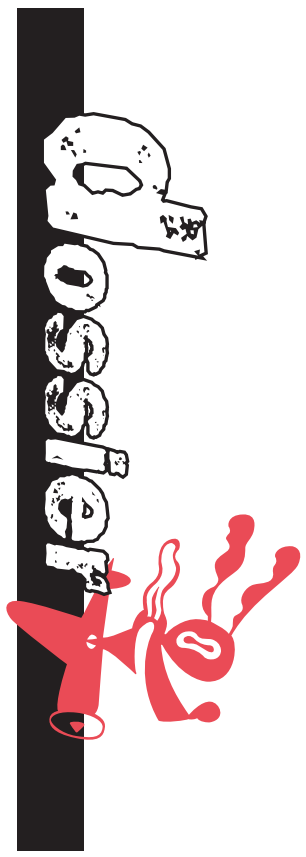
- Grève de plusieurs semaines des cuisiniers et serveurs pakistanais des Cafés RUC, victorieuse, et de plusieurs mois des Pubs Frog, malheureusement non victorieuse, pour demander des conditions de travail et de salaires décents.

- Grèves chez Go Sport, dans divers secteurs du commerce, et en début 2008 dans les supermarchés et à Carrefour Marseille (partiellement victorieuse), etc.…

- Grèves de travailleurs sans papiers, en 2007 et 2008, chez Paristore, Modelux, Buffalo Grill, au restaurant de la Grande Armée, soutenues par la CGT et aboutissant à des régularisations par les préfectures sous la pression collective.

Cette série de grèves montre que la détermination des salariés précaires, y compris les plus exploités et les plus au bas de l'échelle, peut être forte et aboutir à faire céder les patrons.

Molinier, [Argenteuil]





Exploiter plus pour gagner plus !

Laurence Parisot, Présidente du MEDEF a déclaré qu'il fallait une « simplification du Code du travail. »

Simplification, quel mot séduisant ! Pour les salariés, une simplification pourrait conduire, par exemple, à un seul contrat, le CDI. Pour les patrons, la simplification, c'est la réduction des droits pour les salariés et la réduction des obligations pour les employeurs.

Pour ce faire, Nicolas Sarkozy a déclaré vouloir « innover » en laissant l'élaboration globale du projet de loi réformant le droit du travail aux partenaires sociaux, c'est-à-dire aux syndicats de travailleurs et aux syndicats patronaux.

Il savait très bien que les travailleurs et leurs syndicats n'étaient pas en position de force. Depuis une vingtaine d'années, les charges patronales baissent régulièrement et les contrats précaires se multiplient. L'issue des négociations ne pouvait être que favorable aux patrons. Il ne pouvait y avoir que réduction des droits pour les travailleurs et réduction des obligations pour les patrons.

« La rupture à l'amiable » est présentée comme une nouveauté magnifique, car cette disposition est censée être un « compromis » entre le travailleur et l'employeur, chacun y trouvant son compte. Mais dans un contrat de travail il y a forcément déséquilibre, puisque le salarié est dans un état de subordination à l'égard du patron. On imagine sans peine le résultat de ce « compromis ». En fait, la rupture à l'amiable est très commode pour… Supprimer le recours devant le Conseil des prud'hommes. Les patrons utilisant déjà les démissions en faisant pression sur les salariés pour qu'ils partent d'eux-mêmes sans indemnité. Au moins, avec la rupture à l'amiable, les parties donneront l'illusion d'être d'accord… Qu'aucun recours n'est possible !

Quelques chiffres : les groupes Total et Arcelor-Mittal ont des bénéfices faramineux pour l'année 2007, soit respectivement 12,2 et 7,5 milliards d'euros. Le montant de l'intéressement versé aux salariés de Peugeot et de Renault est respectivement de 149 millions et de 161 millions d'euros. Par contre, alors que les bénéfices étaient moins importants l'année dernière, Renault avait distribué 681 millions d'intéressement aux salariés. En bref, l'augmentation de la productivité et l'augmentation du temps de travail ne sont même pas récompensées !

« Travaillez plus pour gagner plus » ? Ou moins…

Marie, [Metz]



Réforme du contrat de travail : Non à la précarité généralisée !

Un accord sur la « modernisation » du marché du travail vient d'être conclu le 11 janvier entre le patronat uni et quatre organisations syndicales dites « représentatives » (CFDT, CFTC, FO, CGC, à l'exception de la CGT), à l'issue d'une très discrète « négociation » débutée en septembre.

Une attaque contre le monde du travail

Cet accord concerne pourtant tous les travailleurs, qu'ils soient ou non salariés, avec ou sans papiers, puisque les modifications du Code du travail qui pourraient être votées au Parlement au printemps, aurons un impact aussi sur les contrats de travail déjà signés. Cette réforme permettrait au patronat de disposer d'une main-d'œuvre encore plus précarisée et donc taillable et corvéable à souhait. Elle contient :

- Le droit de modifier unilatéralement le contrat de travail selon une procédure à définir

- L'allongement des périodes d'essai : jusqu'à 4 mois pour les ouvriers et employés et 8 mois pour les cadres.

- deux nouvelles modalités de rupture « amiables » des contrats : conventionnelle par simple accord de l'entreprise et du salarié, et, pour les ingénieurs et cadres, liée à la « réalisation de l'objet prévu au contrat » et à terme incertain

- sécurisation juridique des licenciements, impossibilité de contester le solde de tout compte passé six mois

- facilitation de la rupture pour inaptitude d'origine non professionnelle



2 ans après le mouvement contre le CPE qui contestait la mise en place d'un contrat précaire pour tous, que veut nous imposer le MEDEF, les directions syndicales ont accepté de « négocier » à partir des exigences patronales, qu'elles ont tenté d'encadrer, sans organiser ni mobiliser les salarié-es. Pire : elles contribuent à en masquer les enjeux réels, laissant croire que la négociation ne porterait que (!) sur les contrats à venir, ceux des jeunes et des chômeurs, acceptant même que l'assurance chômage soit « négociée » à part, au cours du 1er semestre 2008.

Une riposte s'impose !

Le deuxième acte de l'histoire est à écrire et cette fois-ci tout le monde est prévenu ! Il nous reste à nous organiser pour être en force lors du vote au Parlement, ne pas rater la « négociation » sur l'assurance-chômage et gagner ensemble la garantie d'un revenu décent (pas de salaires en dessous de 1 500 net, 300 d'augmentation pour tous) et la continuité des droits sociaux (santé, logement, formation, culture, papiers…) que nous exigeons et un véritable droit au travail (Interdiction des licenciements, abolition des contrats précaires) !

Dès à présent un collectif unitaire composé d'organisations syndicales et d'organisations de chômeurs et précaires s'est mis en place pour construire la mobilisation contre cette réforme qui doit être votée au printemps.

Une pétition a été mise en place et on peut la signer sur le site http://www.pour-desdroitsnouveaux.org .

Molinier, [Argenteuil]

Adresse du congrès national de la LCR pour un nouveau parti anticapitaliste

Voté par une très large majorité du congrès national, cet appel marque le début concret du processus constituant du nouveau parti anticapitaliste que la LCR appelle de ses vœux. Dans les jours qui viennent, partout sur le territoire, les sections de la LCR vont le mettre en œuvre. Si vous aussi voulez prendre parti, prenez contact avec les fédérations ou section de la LCR ou envoyez un mail à : contactlcr@lcr-rouge.org



Le 6 mai 2007, l'échec de la gauche gouvernementale a laissé le champ libre à la droite la plus réactionnaire incarnée par Sarkozy, l'ami des patrons et des milliardaires. La guerre sociale qu'ils mènent, c'est la violence quotidienne et la répression. Elle s'inscrit dans la mondialisation capitaliste qui voudrait dresser les travailleuses et travailleurs du monde entier les uns contre les autres pour mieux les exploiter. La folle course au profit dans laquelle sont engagés les maîtres du monde menace notre survie même, en pillant et détruisant la planète. Ce système produit régulièrement des crises et ce sont toujours les peuples qui payent la facture. Aux guerres sociales et écologiques s'ajoutent les guerres impérialistes.

La politique de la gauche gouvernementale est impuissante parce qu'elle accepte la logique du profit, de la concurrence et la remise en cause des services publics. Pour mener son offensive en rafale contre la majorité de la population, Sarkozy a le pouvoir, les patrons ont le MEDEF. Et nous, qu'avons-nous d'efficace pour porter les aspirations populaires sur le terrain politique ? Qu'avons-nous pour construire les mobilisations capables d'imposer un autre partage des richesses ?

Il y a urgence à reprendre l'offensive. Ces dernières années s'expriment le mécontentement, la révolte, une nouvelle volonté de résister. L'espoir vient des grandes mobilisations, luttes des salarié-es, de la jeunesse scolarisée ou des quartiers populaires, luttes des "sans" Mais elles restent trop souvent infructueuses, quand un syndicalisme d'accompagnement prend le pas sur un syndicalisme lutte de classe et de transformation sociale.

Il manque cruellement un outil qui aide à la convergence des luttes en un mouvement d'ensemble capable de faire reculer le pouvoir et de changer le rapport de force. L'espoir a aussi besoin d'imaginer qu'un autre monde est possible. Nous sommes nombreuses et nombreux à vouloir cet outil : un parti utile aux mobilisations d'aujourd'hui. Un parti pour préparer un changement radical, révolutionnaire de la société c'est-à-dire la fin du capitalisme, de la propriété privée des principaux moyens de production, du pillage de la planète et de la destruction de la nature.

Nous voulons une société capable de satisfaire les besoins sociaux, débarrassée de toutes les formes d'exploitation et d'oppressions de classe, de genre, d'âge, d'origine. Une société où la démocratie ne s'arrête pas au droit de vote et permette à toutes et tous de décider.

Le congrès national de la LCR s'adresse à toutes celles et tous ceux, individus, équipes militantes, courants politiques, qui veulent se regrouper dans un cadre politique organisé, militant, national et démocratique, un parti tissant des liens internationaux avec les forces qui défendent une telle perspective.

Nous nous adressons
- aux femmes et aux hommes de toutes origines, avec ou sans papiers qui pensent que leurs vies valent plus que les profits ;
- à la jeunesse qui répond « résistance ! » quand on cherche à précariser son avenir ;
- aux militant-es associatifs, syndicalistes, qui agissent au quotidien dans leurs quartiers ou entreprises ;
- aux militantes et militants socialistes, antilibéraux, communistes, verts qui n'acceptent plus les recentrages, les reniements et les demi-mesures ;
- aux militant-es anticapitalistes, révolutionnaires, à toutes les organisations et courants politiques nationaux ou locaux, qui pensent qu'il est temps de se rassembler par-delà les divisions anciennes ;
- et surtout à celles et ceux qui jusque-là n'ont pas trouvé de parti leur donnant suffisamment envie de s'engager…

Donnons-nous un parti qui s'approprie l'expérience des luttes d'hier et d'aujourd'hui, ouvrières, alter mondialistes, internationalistes, écologistes, féministes, antiracistes. Un parti luttant contre l'exploitation, contre toutes les oppressions, les discriminations et pour l'émancipation humaine, individuelle et collective. Construisons un parti internationaliste qui refuse la politique de pillage des pays du Sud et la logique guerrière de la France, de l'Union Européenne et des États-Unis. Un parti indépendant, qui à l'inverse notamment du Parti Socialiste, refuse de cogérer ce système. Un parti en rupture avec le capitalisme et les institutions de la classe dominante. Un parti démocratique dont le projet permette à la population elle-même de diriger ses mobilisations pour demain être en mesure de diriger la marche de la société et de l'économie. Donnons-nous un parti pour inventer le socialisme du XXIe siècle.

Par cette adresse, nous voulons initier sans délai un processus constituant qui aboutisse à la fondation d'un nouveau parti anticapitaliste.

Dans les entreprises, sur les lieux de travail et d'étude, les quartiers, à tous les échelons, local, régional, national, l'heure est maintenant à nous organiser ensemble dans des comités d'initiative pour prendre en main la construction de cet outil collectif. Ces comités auront à se fédérer à tous les niveaux par ville, par département, par secteur, nationalement. Ils auront à prendre en charge tant leurs activités et interventions politiques que les discussions et initiatives visant à créer une réelle dynamique collective.

À partir des premiers bilans, forums locaux et rencontres nationales permettront d'élaborer un mode de fonctionnement démocratique, respectant la diversité des opinions et des parcours, d'ouvrir les travaux préparatoires au congrès de fondation du nouveau parti.

Ce parti appartiendra à toutes celles et ceux qui s'y engageront. C'est maintenant à celles et ceux qui veulent « prendre parti » de décider ensemble, de construire ensemble !

Pour un nouveau parti anticapitaliste et militant !

On le pense tous : cette société marche sur la tête. Mais ce qu'on dit moins c'est comment faire pour la changer. La proposition de la LCR et des JCR est de créer un nouveau parti se donnant comme objectif le renversement de la société et la construction d'un monde plus juste.

Pour ce faire, il faut donc un parti qui soit en capacité d'influer sur la société et de combattre les inégalités engendrées par ce système.

Militer au quotidien, c'est être en contact permanent avec les jeunes et les salariés qui ne sont pas forcément organisés. Cela permet de se rendre compte des préoccupations de la majorité des gens et donc de faire des propositions en lien avec ces préoccupations. Militer au quotidien, c'est agir sur le réel. En construisant les grèves, en aidant à la régularisation des sans-papiers et en luttant contre la répression, on commence déjà à changer les choses. Être dans un parti militant donne l'objectif de convaincre tout le monde de militer selon ses disponibilités. S'organiser collectivement permet de tenir compte des difficultés de chacun et de tenter de trouver des solutions (garde d'enfant pendant l'activité par exemple).

Un parti de militants, c'est aussi la garantie d'un fonctionnement démocratique : comment savoir ce qui se décide au quotidien et même prendre des décisions si on a seulement adhéré par internet ? Les décisions doivent être prises par tous et toutes, tous les jours. Et en cas d'indisponibilité, les militants sont tenus au courant.

Pour renverser cette société, pour agir tout de suite où on le peut, pour s'organiser démocratiquement, c'est un nouveau parti de militants qu'il nous faut !

Jargo et ***Minoushko***, [Nanterre]



Quelques comptes rendus des premiers comités jeunes pour un nouveau parti

Fac de Tolbiac

Le 21 février dernier s'est tenu le premier comité pour un nouveau parti sur la fac de Tolbiac. Après dix jours de distribution de tracts, 40 personnes sont venues, dont beaucoup sont déjà organisées dans des syndicats ou dans des groupes politiques autres que JCR ou LCR. Mais aussi des étudiants que nous rencontrions pour la première fois. Lors de la discussion, la nécessité que le nouveau parti soit révolutionnaire a été soulevé et la discussion dans son ensemble a été très radicale. Des commissions ont été mises en place pour préparer la prochaine discussion et écrire le tract d'appel. Prochain comité le 7 mars…

À Bordeaux

Le 13 février dernier se tenait à Bordeaux, la première réunion publique du Comité de la Jeunesse Anticapitaliste. Entre 60 et 70 personnes sont venues, dont une bonne moitié de nouveaux. Le débat a tourné autour de la situation politique et sociale et les raisons pour lesquelles la gauche traditionnelle ne répond pas aux attaques du gouvernement. Puis de la nécessité de s'organiser dans les comités pour un nouveau parti et de la place de la jeunesse dans le processus constituant. Cette réunion a donc été un succès, par le nombre de personne présentes et par la qualité des discussions.

Comités Jeunes pour un Nouveau Parti

Olivier Besancenot à Toulouse

Mardi 5 février, 140 personnes se sont réunies à Toulouse pour discuter du nouveau parti anticapitaliste avec la section de la LCR et Olivier Besancenot.

Après une journée passée à la rencontre des habitants des quartiers populaires, Olivier Besancenot a participé à une réunion sur le nouveau parti.

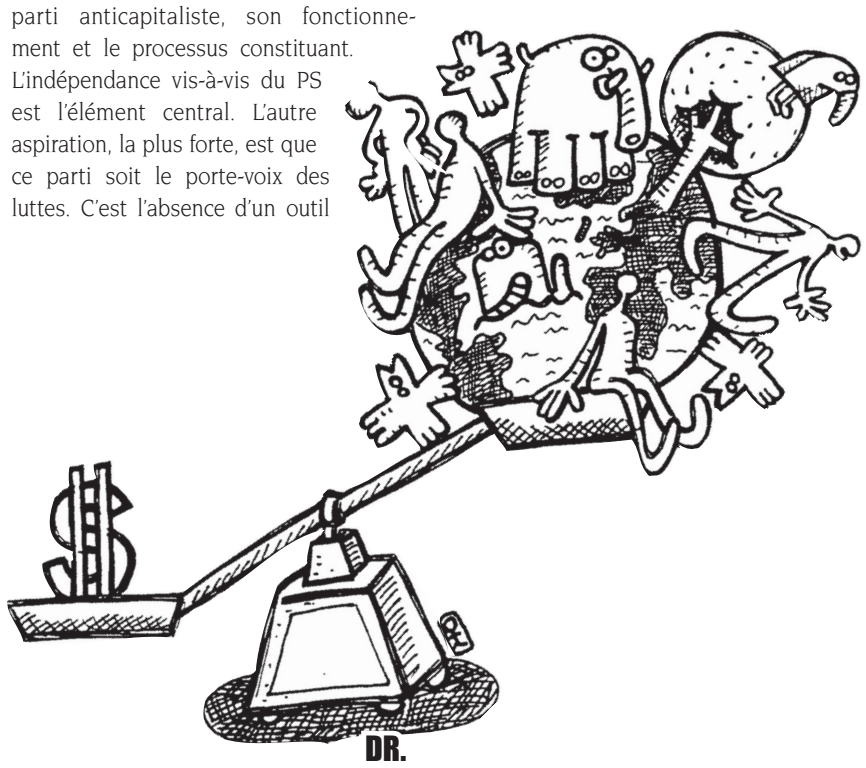
Convoquée sur invitation personnelle et sans annonce publique, cette initiative a connu un succès numérique important. 140 personnes, dont seulement une vingtaine de militants de la LCR, ont débattu de la proposition de la LCR, de construire un nouveau parti anticapitaliste.

La salle était composée d'un public populaire, de salariés du privé, du public, de chômeurs, de jeunes. Pour l'essentiel, il s'agissait de nouveaux venus en politique, bien que des militants issus de la mouvance libertaire, du PC, des antilibéraux, et même du PS, se sont exprimés.

Les questions discutées portaient sur le positionnement politique du nouveau parti anticapitaliste, son fonctionnement et le processus constituant. L'indépendance vis-à-vis du PS est l'élément central. L'autre aspiration, la plus forte, est que ce parti soit le porte-voix des luttes. C'est l'absence d'un outil de lutte face à cette droite de combat qui motive les participants à s'engager dans le processus. Peu de débat sur la nature révolutionnaire du parti, si ce n'est pour dire qu'on voulait un parti qui n'accepterait pas de compromis, qui ne braderait pas les revendications et qui voulait changer radicalement cette société, par la remise en cause de la propriété privée des moyens de production.

Les questions démocratiques et de fonctionnement – maîtriser la représentation, être attentif aux opportunistes, pour éviter le carriérisme ou la bureaucratisation – ont aussi largement été abordées.

Un moment chaleureux et passionnant, où tout le monde a eu le sentiment qu'il se passait quelque chose, qu'on était entré dans la phase du possible pour la construction de cette nouvelle force.



DR.

Réunion Nationale des Comités Jeunes pour un Nouveau Parti

Les samedi 5 et dimanche 6 avril, à Paris (lieu à préciser). Participation : moins de 10 euros

★ **Meeting sur la situation politique et le projet de Nouveau Parti Anticapitaliste (avec Olivier Besancenot)**

★ **Débat sur l'actualité de Mai 68, 40 ans après (avec Daniel Bensaïd)**

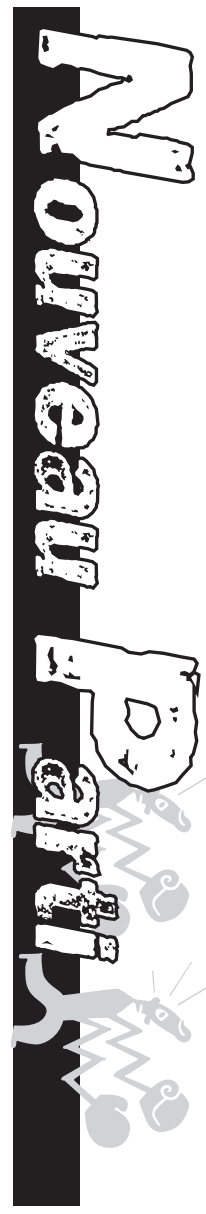
★ **Bilans et perspectives des Comités Jeunes pour un Nouveau Parti partout en France**

★ **Ateliers par secteur d'intervention : Lycées, Facs, Jeunes Travailleurs**

★ **Ateliers thématiques : Anti-racisme, Féminisme, Internationalisme**

Pour venir, contactions-nous (des cars sont peut-être organisés au départ de ta ville) : JCR, 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
01 48 70 42 30 - 06 73 14 83 45 - www.jcr-red.org - jcr@jcr-red.org

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : ..... Code Postal : .....
Ville : ..... Tél. : .....
E-mail : ..... Âge : .....



Bilan du Congrès de la LCR

Intervention dans la jeunesse : Finie la division… place à l'autonomie !

La jeunesse a une place centrale dans les luttes. Depuis 2002, pas une année ne s'est passée sans une ou plusieurs mobilisations de jeunes. Dire qu'il faut un nouveau parti pour la nouvelle génération militante, c'est penser au CPE, à la révolte des quartiers populaires, aux mobilisations contre Le Pen ou la guerre en Irak… C'est aussi penser aux innombrables grèves de jeunes salariés ces dernières années. Le nouveau parti sera le leur.

Dans les dernières mobilisations, la LCR et les JCR ont eu une place importante. Le score d'Olivier Besancenot dans la jeunesse prouve d'une autre manière que les révolutionnaires expriment en partie les aspirations de cette génération. Aujourd'hui, pourtant, des désaccords existent sur la manière dont il faut s'organiser dans la jeunesse : si dans de nombreuses villes les JCR existent, dans d'autres les jeunes de la LCR sont regroupés au sein du parti, dans des secteurs jeunes ou sans cadre spécifique. Concrètement, cela veut dire que les jeunes de notre courant ne sont pas unifiés nationalement. Cette division nous empêche de nous concerter, de réfléchir tous ensemble à comment agir, dans un mouvement par exemple.

Les différents cadres qui existent selon les villes font des expériences militantes locales. Ici, une commission sur les jeunes travailleurs commune à la LCR et aux JCR permet de sortir un tract et de s'adresser aux jeunes grévistes d'une boîte en lutte. Là-bas, un secteur jeune sort un tract qui permet de mettre un lycée en grève, alors que les plus âgés ne voyaient pas le potentiel de mobilisation… Nous voulons faire la synthèse des meilleures expériences. Cela veut dire réunifier notre intervention pour mieux agir tous ensemble.

Les JCR et la LCR ont adopté un texte commun, définissant les propositions que nous ferons à ceux qui veulent créer un nouveau parti. L'idée est que tous, jeunes ou moins jeunes, participent à la fondation du parti. Il n'y aurait donc pas création d'une nouvelle organisation de jeunesse dans l'immédiat, mais création d'un secteur jeune autonome dans le nouveau parti.

Pour nous, le besoin d'autonomie pour les jeunes vient des spécificités de la jeunesse : des rythmes de mobilisation plus rapides, une sensibilité plus grande aux questions de société et aux injustices, une combativité importante, et aussi un besoin de se former, de faire ses propres expériences militantes, de gérer une organisation de A à Z, sans s'en remettre aux plus anciens.

C'est pour toutes ces raisons que les JCR et la LCR proposeront la formation d'un secteur jeune autonome au sein du nouveau parti. En plus des réunions locales, les secteurs jeunes se réuniraient régulièrement au niveau national, pourraient publier leur propre matériel…

Cela commence dès maintenant avec les comités jeunes, sur des facs, des bahuts, des quartiers… Qui souvent se développent plus vite que les comités de villes ou de boites. Une réunion nationale des jeunes pour le nouveau parti avait eu lieu en décembre, avec plus de 160 participants. Une nouvelle rencontre aura lieu les 5 et 6 avril prochains à Paris. Il faudra la réussir pour aller de l'avant, réunifier la jeunesse et obtenir l'autonomie de la jeunesse dans le nouveau parti…

JB et ***Nina***, [Nanterre]

Bilan du congrès de la LCR

Le XVIIe Congrès de la LCR, qui s'est tenu du 24 au 27 janvier, a adopté une orientation majeure : l'initiation d'un processus constituant en vue de créer un nouveau parti anticapitaliste.

La séance d'ouverture de ce XVIIe congrès a été consacrée à la présentation du bilan d'activité de la LCR et de sa direction nationale depuis le dernier congrès (janvier 2006).

Second temps du congrès, la discussion sur les projets de thèses politiques a permis à plusieurs dizaines de délégués d'intervenir sur les principales coordonnées de la situation politique.

C'est le projet politique de construction d'un « nouveau parti anticapitaliste » qui a été au cœur de cette discussion. Il existe, au sein de la LCR, un très large accord sur les raisons structurelles qui poussent à tenter de créer une nouvelle représentation politique pour le monde du travail, regroupant tous ceux qui n'ont pas renoncé au combat contre le système capitaliste. En revanche, d'importantes divergences demeurent : sur sa définition, les délimitations politiques indispensables, les moyens d'y parvenir, l'existence ou non d'autres courants politiques partenaires pour ce projet, les rythmes de structuration, etc.

Les propositions faites incluent notamment la mise en place de comités locaux, la tenue de réunions départementales et régionales, l'objectif d'une rencontre nationale en juin pour faire le point sur le processus. Parallèlement, la LCR organisera trois conférences largement ouvertes sur l'intervention dans le monde du travail (public et privé), la jeunesse, les cités et les quartiers.

Une résolution sur l'intervention en direction des cités populaires et des quartiers a été adoptée, ainsi qu'une série de motions témoignant l'engagement de la LCR dans les domaines de l'écologie, de la défense des droits LGBT, contre la répression en Kanaky, contre les licenciements décidés par le groupe Mittal sur le site de Gandrange et un message de solidarité avec la lutte du peuple palestinien. Une motion, présentée conjointement par la direction de la LCR et les JCR, a également été adoptée.

Lycée Rodin (Paris 13ème)

Le débat était centré sur le nouveau parti anticapitaliste. En trois jours d'information, nous avons réussi à réunir une dizaine de lycéens. La discussion a porté essentiellement autour du terme « communiste », sur la question de l'appartenance du NPA à la IVe Internationale et à son passé trotskiste et enfin sur la différence entre syndicat et parti. Nous avons décidé de nous réunir régulièrement avec pour thèmes des prochains débats L'immigration et le capitalisme et Réforme ou révolution. Sur Rodin, le bilan est positif : création de banderoles, nombreuses diffusions de tracts sont les premières activités de ce Comité jeune pour un nouveau parti anticapitaliste tout récemment crée.

Il y a quarante ans : la guerre du Vietnam

L'offensive du Têt

Le 30 janvier 1968, a lieu le moment charnière de la guerre du Vietnam et de l'engagement impérialiste américain dans ce pays.

C'est ce jour que le Front National de Libération du Vietnam, dirigé par le Parti Communiste Vietnamien, lance une offensive générale contre l'armée américaine et ses alliés du Sud-Vietnam.

Cette offensive va secouer le monde entier et est considérée comme le moment où les États-Unis ont perdu la guerre.

Le Têt marque le réel point de départ du mouvement anti-guerre aux États-Unis, et son impact est même d'une importance essentielle sur l'ensemble des mouvements qui se produisent un peu partout sur la planète.

Le contexte

L'impérialisme américain prend pied au Vietnam en 1956, pour des raisons essentiellement stratégiques de concurrence avec le bloc de l'Est, aux portes de la Chine maoïste et de l'océan Pacifique.

C'est alors un pays coupé en deux depuis la défaite française en 1954 :

- au Nord, la République Démocratique du Vietnam, dirigée par Ho Chi Minh et le Parti Communiste
- au Sud, la République du Vietnam, un régime fantoche à la botte des américains, complètement corrompu, tyrannique et impopulaire, dirigé par la famille Diem. Le régime se révèle incapable de résister aux offensives de la guérilla communiste infiltrée au Sud, dont le but est la réunification du pays et le départ des États-Unis.



Devant l'incapacité de Ngo Din Diem à stabiliser la situation, les États-Unis le lâchent en 1963. Il est alors assassiné et remplacé par Thieu, qui ne se révèle guère différent. En août 1964, les États-Unis choisissent, sous la direction de Lyndon Johnson, l'intervention militaire directe. 200000 soldats (conscrits et volontaires) sont envoyés au Vietnam en 1965, 200000 de plus en 1966. Au plus fort du conflit, à la fin 1968, ils seront 585000. Au même moment commence une campagne permanente de bombardements du Nord-Vietnam.

L'opinion américaine y est au début largement favorable, mais elle va évoluer sous le poids des pertes grandissantes, la levée des sursis accordés aux étudiants et l'inflation provoquée par les dépenses de guerre.

En face, la résistance du peuple vietnamien est héroïque. Elle a été forgée par des siècles de luttes victorieuses contre les Chinois, les Japonais et les Français. Elle est et organisée de manière extrêmement massive dans le PCV, le FNL, l'armée Nord-Vietnamienne et la guérilla Vietcong au Sud-Vietnam. Bien que ravitaillée en armes par la Chine et l'URSS, la résistance n'a ni aviation ni logistique importante, face à la première armée du monde, qui met tous les moyens à sa disposition (à l'exception de la bombe atomique) : deux fois plus de bombes seront déversées sur le Vietnam que n'en avaient utilisé l'ensemble des belligérants de la 2nde guerre mondiale ; des régions entières sont rasées et des millions de litres de défoliants chimiques sont déversés pour détruire la végétation et les récoltes. Les soldats américains et leurs alliés sud-vietnamiens torturent, violent et assassinent de manière systématique.

De plus, des centaines de milliers de personnes sont évacuées de leurs villages et regroupées dans des « hameaux stratégiques « (villages entourés de barbelés et gardés par des militaires sud-vietnamiens), ou bien, pour les opposants politiques au régime de Saigon, envoyés en prison et dans des bagnes et tués en masse.

La CIA lance dans le même temps l'Opération Phœnix, campagne secrète d'assassinats des cadres du FNL (plus de 20000 morts)

Malgré tout, le peuple vietnamien parvient à mettre en échec la première puissance mondiale et son armée, suscitant l'admiration des opprimés du monde entier.

La résistance des vietnamiens est ainsi un des évènements déclencheurs des révoltes des années soixante (avec la Révolution Cubaine), et en particulier des mouvements historiques de l'année 1968 (grève générale de mai 1968 en France ; occupations d'usines en Italie ; révoltes étudiantes à Mexico, Madrid et dans toute l'Europe ; Printemps de Prague en Tchécoslovaquie).

L'Offensive du Têt

Dans le courant de l'année 1967, Ho Chi Minh et le FNL décident, après de longs débats internes (certains, comme le Général Giap, souhaitant poursuivre la tactique de guérilla), de profiter de l'enlisement de l'armée américaine pour faire une démonstration de force et prouver la capacité des résistants vietnamiens à gagner la guerre et à battre l'impérialisme. Ils choisissent la période des fêtes du Têt 1968 (le Nouvel An Vietnamien, entre le 30 janvier et le 20 février), traditionnellement moment de trêve des combats, pour surprendre les États-Unis.

À la fin de l'année 1967, 200000 combattants du Nord-Vietnam sont envoyés au Sud par la « Piste Ho Chi Minh » (piste de ravitaillement reliant les deux Vietnam, en passant dans les montagnes du Cambodge). Ils y transportent des explosifs et des armes (parfois cachés dans des berceaux, des cercueils ou des cimetières). Dans le même temps, ils lancent une attaque contre la base américaine de Khe Sanh, afin de faire diversion et de diviser les forces US, qui tombent dans le piège.

L'essentiel de l'attaque se prépare hors de vue des américains : sous terre, dans un gigantesque réseau de galeries souterraines (le réseau « Qu Chi ») courant sur des centaines de kilomètres dans le sol du Sud-Vietnam. Ce réseau jouera un rôle décisif, et l'armée US ne parviendra jamais à les détruire.



Dans la nuit du 30 janvier 1968, toutes les grandes villes du Sud-Vietnam sont prises d'assaut par les troupes régulières et les milices du FNL. Les bases militaires américaines, ainsi que celles de leurs alliés, sont attaquées par des dizaines de milliers de combattants, de même que l'ambassade des États-Unis à Saigon.

L'armée américaine doit reculer, la ville de Huê (ancienne capitale impériale) tombe aux mains du FNL au bout d'un mois de combat (les Marines la raseront pour la reprendre). L'offensive est finalement repoussée par la puissance de feu des États-Unis, et sur un plan purement militaire, elle se révèle un échec : entre 40000 et 90000 vietnamiens, dont de nombreux cadres militants, sont tués, des centaines de milliers de réfugiés… Et le gouvernement Sud-Vietnamien ne tombe pas.

Mais, c'est le plus important, c'est une victoire politique énorme : le FNL a démontré qu'il peut attaquer où et quand il le veut. Ses structures politiques sont intactes et le soutien de la grande majorité de la population lui est acquis.

Aux États-Unis, le retour au pays de 5000 morts et 15000 blessés (14000 tués pour la seule année 1968) retourne l'opinion, qui comprend qu'on lui a menti et que cette guerre ne sera jamais gagnée. Le mouvement pacifiste prend un caractère de masse, en premier lieu dans les universités : désertions massives (plus de 100000), refus d'incorporations, bureaux de recrutements incendiés et saccagés, manifestations gigantesques (plusieurs millions à travers tous les États-Unis le 15 octobre 1969), grèves étudiantes (400 universités occupées pendant un mois au printemps 1970, à la suite du meurtre de quatre étudiants par la Garde Nationale à Kent State University). Celle rébellion atteint les rangs de l'armée avec des refus de combattre, des meurtres d'officiers, des journaux de soldats pacifistes…

Cela s'ajoute à d'autres grandes luttes qui secouent le pays, les révoltes dans les ghettos noirs, le Black Panthères Party, le mouvement féministe, LGBT, amérindien, le soulèvement dans les prisons, les luttes de mineurs, le mouvement hippie. C'est de manière générale une époque de remise en cause des normes et de la société bourgeoise et réactionnaire. Ce mouvement anti-guerre historique, combiné à la résistance vietnamienne, oblige Nixon à retirer les troupes en 1973 (non sans avoir porté la guerre au Laos et au Cambodge et avoir détruit ces pays).

Les États-Unis laissent derrière eux un pays durablement ravagé et un bilan humain tragique : 2 millions de vietnamiens sont morts ; 58000 morts et 500000 blessés du côté américain.

C'est la première défaite des États-Unis, elle va marquer toute une génération et laisser de profondes traces, encore présentes aujourd'hui, à l'heure du désastre Irakien.

La Guerre du Vietnam nous livre plusieurs enseignements. Elle nous montre qu'aussi puissante soit-elle, la bourgeoisie n'est pas invincible. Un peuple opprimé, pour peu qu'il mène une lutte massive, qu'il soit organisé et qu'il gagne la solidarité des travailleurs des pays impérialistes, peut remporter de grandes victoires et déstabiliser durablement le capitalisme et l'impérialisme. La défaite vietnamienne ouvre ainsi dix ans de crise politique aux États-Unis.

Cela prouve aussi qu'un parti de formation stalinienne comme le PCV a pu être capable de diriger une lutte de libération nationale victorieuse, y compris en allant plus loin que ne le souhaitaient les bureaucraties soviétiques et chinoises.

En revanche, le bilan dramatique du Parti Communiste Vietnamien au pouvoir (mise en place d'un régime bureaucratique et dictatorial) nous montre que pour mener une lutte de libération jusqu'à son terme, la révolution et le socialisme, un projet politique démocratique, pluraliste et appuyé sur l'auto-organisation de la classe ouvrière est indispensable.

Yoann, (Nanterre)

Bibliographie :

L'innocence perdue. Un Américain au Vietnam, Neil Sheehan, Seuil, 1990

Le Livre Noir du Capitalisme, ouvrage collectif *Le Temps des Cerises*, 1998 (notamment p. 136-147)

Les livres d'Howard Zinn, notamment *Une histoire populaire des États-Unis*, Agone, 2003 et *L'impossible neutralité,* Agone 2006

Filmographie :

Voyage au bout de l'Enfer, Michael Cimino, 1978

Apocalypse Now, Francis Ford Coppola, 1979

Full Metal Jacket, Stanley Kubrick, 1987

Outrages, Brian de Palma, 1989

La trilogie sur le Vietnam d'Oliver Stone : *Platoon* (1986) ; *Né un 4 juillet* (1989) ; *Entre ciel et Terre* (1993)

Tigerland, Joel Schumacher, 2001

Cinéma

La graine et le mulet

Abdellatif Kechiche, (*L'esquive*, 2004) avait rencontré un grand succès grâce à un regard très proche et sans jugement sur les jeunes des quartiers populaires. Dans *La graine et le mulet*, il garde cette volonté de montrer de près les sentiments contrastés des plus opprimés en France.



Après 35 ans de travail acharné sur le port de Sète, Slimane, vieil homme immigré dans les années 70, est licencié, trop vieux pour continuer à travailler. Il a une grande famille mais il est divorcé et a quitté son foyer d'origine pour s'installer dans un hôtel tenu par sa nouvelle compagne. Aidé par Rym sa belle fille de 15 ans, il décide de retaper un vieux bateau pour en faire un restaurant qui servirait du couscous. Il se confronte au racisme des institutions françaises qui le rejettent et le traitent avec le plus grand mépris. Par son acharnement, avec l'aide de ses amis et de sa famille il va le réaliser et prendre sa revanche. Le grand soir de l'ouverture, la graine du couscous est perdue et les gens attendent leur plat… Les illusions tombent.

Kechiche raconte à travers le personnage de Rym, le combat des enfants d'immigrés (deuxième et troisième générations) pour vivre et se battre malgré la sensation de ne pas avoir de place dans le monde ; à travers Slimane, l'épuisement et la difficulté de trouver sa place en France pour ceux qui ont immigré, rejetés en permanence malgré des années de travail et de vie sur le sol français. Kechiche prend aussi le temps de s'attarder sur les rapports entre les sexes à travers l'histoire de l'un des fils de Slimane qui laisse seule sa jeune femme s'occuper de tout dans la maison (elle ne travaille pas et s'occupe de son enfant, du ménage) pendant qu'il est avec d'autres femmes : une scène poignante où la jeune mère craque complètement interroge les spectateurs sur la situation des femmes en piquant à vif.

La graine et le mulet est un film poignant qui nous ramène au cœur des injustices du monde actuel en portant un discours critique qui vient des tripes.

Rosa, [Nanterre]

Musique

Time Bomb

Formé en 2005 et originaire d'Issy-les-Moulineaux(92), le groupe Time Bomb sort son premier album, *Live free or die tryin* (Vivre libre ou mourir en essayant) qui fait suite à un mini-album, *High Explosive* EP sorti en 2006.

Inspirés des plus grands noms de la scène punk et hardcore, ce quintet délivre un album explosif, engagé et plein de rage.

Les textes abordent différents sujets, tels la récupération commerciale du punk, les ravages causés par la drogue, l'indépendance artistique revendiquée par le groupe. Ils ont tous pour point commun d'être des appels à la révolution et à l'anticonformisme, comme les paroles du titre Résistance : « Exploitation, misery/ Suffer or fight/Our day will come/Let's start the social war ! » (« L'exploitation, la misère/Souffre ou lutte/Notre jour viendra/Commençons la guerre sociale ! »).

Un album et un groupe très prometteur, à découvrir en ce moment en tournée dans toute la France.

Yoann, [Nanterre]

http://profile.myspace.com/index.cfm?fuseaction=user.viewprofile&friendid=32858021
Contact : rockin-street@orange.fr
http://www.myspace.com/rockin39streetproductions

Sexualité

Abolissons la prostitution étudiante !

Il y a quelques semaines sont sortis deux ouvrages traitant de la prostitution dans le milieu étudiant, un témoignage et une enquête sociologique, qui ont fait resurgir le problème de la précarité étudiante.

La prostitution est un phénomène discret et difficilement quantifiable : de 15 000 à 20 000 selon la police à 40 000 pour le syndicat SUD étudiant, soit 1 étudiant sur 57. Il concerne essentiellement des femmes mais il touche aussi les hommes. De plus, les lycées(ne)s sont également concerné(e)s. Et « l'offre » est en augmentation constante avec l'accroissement de la précarité étudiante.

Baisse du pouvoir d'achat des étudiants…

En effet, alors que les dépenses obligatoires ont connu une hausse de 23 %, les bourses universitaires et allocations logement n'ont, elles, augmentées que de 10 %. 225 000 étudiants peinent à financer leurs études, 7 sur 10 sont obligés de restreindre leur budget alimentation par manque de revenus, 100 000 vivent sous le seuil de pauvreté (environ 650 euros par mois), 45 000 vivent dans une situation de très grande pauvreté. Le coût de la vie augmente (hausse du prix de l'immobilier, des denrées de bases …), mais les aides ne suivent pas.

Alors que plus d'un étudiant sur deux est obligé de se salarier, et que certains se tournent vers la prostitution, on peut voir sur internet des annonces du type : proposition d'hébergement gratuit pour « étudiantes débrouillardes et pas farouches ».

La prostitution étudiante met en avant l'inégalité des chances pour réussir à l'université. Effectivement, sur fond de réformes universitaires visant à limiter l'accès à l'enseignement supérieur pour le plus grand nombre, à former des pôles d'excellence pour une élite sociale, seuls ceux qui en ont les moyens pourront prétendre suivre leurs études dans les meilleures conditions. La précarité et l'échec scolaire, eux, sont réservés au plus grand nombre.

Des mesures d'urgence sociale !

Pour enrayer ce phénomène, la seule solution est l'obtention d'une allocation d'autonomie à hauteur du SMIC pour tous les jeunes qui permettrait de financer les études de tous. Ainsi que la construction de logements publics et gratuits … en bref, un vrai statut social pour tous.

De plus, il faut une régularisation de tous les étudiants sans-papiers pour sortir les étudiants immigrés de la précarité dans laquelle ils sont plongés.



La prostitution n'est pas un problème éthique mais un problème social. Il s'agit alors de combattre ses racines matérielles : la misère et la précarité.

Yoan, [St Denis]

Abonnez-vous ! Prenez contact !

° Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro ….) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)

° Je veux des informations sur les Rencontres internationales de Jeunes (du 26 juillet au 1er août dans l'État Espagnol)

° Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total : …. euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

Je veux commander :
…. brochure(s) Jeunes Travailleurs (1 euro l'exemplaire)
…… carnet(s) de Chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
……. brochure(s) sur le Black Power (1 euro l'exemplaire)
……. brochure(s) sur Rap et Révolution (1 euro l'exemplaire)
……. brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)
……. brochure(s) sur Mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom ….
Prénom ….
Adresse ….
Code postal ….
Ville ….
Téléphone ….
e-mail ……

JCR : jcr@jcr-red.org
Rédaction : red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30

Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation,** pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.
Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'**une rupture radicale avec l'ordre existant.** Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente…
Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.
Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.
Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité,** s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Interview d'Amaria Gacemi

assistante fabrication - sandwicherie, déléguée CGT du Carrefour Grand Littoral (Marseille) en grève

« Ils sont même pas capables de lâcher 50 centimes sur les tickets restaurants ! Pourtant en rayon les produits augmentent… »

DR.



« On veut en finir avec cette situation de mépris envers nous »

RED : Comment la grève a-t-elle commencée ?

Amaria : Le 1er février, c'était la grève nationale des personnels de la grande distribution et le magasin était fermé. On a tenu une assemblée générale avec presque 200 salariés, alors on a voté la reconduction de la grève sur des revendications locales, élaborées en intersyndicale.

Mais du côté de la direction, c'est la porte fermée, ils ne savent que nous répondre : « On peut rien faire, c'est national » Ils disent qu'on n'est que 30 à faire grève, sur 586 salariés, mais si c'était vrai, ils n'auraient pas eu besoin de faire bosser les cadres à notre place les jours suivants. Ils ont ouvert pendant 4 jours en vendant de la marchandise périmée, car ils ne nettoyaient pas les rayons. Les cadres, ils ne savent que chauffer la chaise. (rires) Ca, ils sauront que c'est moi qui vous l'ai dit.

RED : Quelles sont vos revendications ?

Amaria : La principale revendication, c'est l'embauche des temps partiels à temps complet, car la tâche est trop importante. Il y a trop d'arrêts maladie, de l'absentéisme, on n'en peut plus. On veut aussi améliorer les conditions de travail. On a des pauses de 3 minutes chaque heure, pour aller fumer, pisser. 20 minutes pour manger. La pointeuse est loin, alors quand il y a la queue à la sandwicherie… On demande aussi la revalorisation du ticket restaurant : il est à 3,05 euros, alors que c'est 4,60 dans les autres magasins.

RED : Quels sont les salaires dans le magasin ?

Amaria : Moi, je gagne 950 euros pour 36 h 3/4, comptées 35… avec 12 ans d'ancienneté.

RED : Qu'est-ce qu'on peut faire pour soutenir votre grève ?

Amaria : C'est grâce aux dons qu'on a pu organiser le repas aujourd'hui. Ce rassemblement, ça redonne du souffle aujourd'hui, ça rebooste, c'est formidable d'être venus aujourd'hui. Nous, on veut du concret, des négociations, on n'en veut plus du temps partiel. On veut en finir avec cette situation de mépris envers nous. Ils sont même pas capables de lâcher 50 centimes sur les tickets restaurants. Pourtant en rayon les produits augmentent, pour certains de 50 centimes tous les 15 jours.

Nous, les croissants, on les regarde, on n'arrive plus à se les payer.

RED : Sarkozy disait qu'il fallait travailler plus pour gagner plus, qu'en pensez-vous ?

Une autre gréviste : Sarkozy c'est un con, on a déjà du mal à faire 35 heures, qu'il vienne les faire, lui…

Interview réalisée le 12 février par Vincent et Alice

« Sarkozy c'est un con, on a déjà du mal à faire 35 heures, qu'il vienne les faire, lui… »



25èmes Rencontres Internationales de Jeunes

Du samedi 26 juillet au samedi 2 août 2008
Près de Barcelone, dans l'État espagnol

°Une semaine de forums, de débats… et de fêtes !

°Une semaine de mise en pratique de nos idées : autogestion, partage des tâches, combat contre les normes racistes, sexistes, homophobes…

°Une semaine de rencontres avec des centaines de jeunes révolutionnaires de partout en France, et du monde entier Philippines, Mexique, États-Unis, Mali, Europe…).

°Une semaine pour échanger sur les expériences de nouveaux partis dans d'autres pays et pour avancer sur celui que nous voulons construire.

Si tu es intéressé(e), n'hésites pas à nous contacter : rij@jcr-red.org